



**BOUCHES-DU-  
RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°13-2021-102

PUBLIÉ LE 12 AVRIL 2021

# Sommaire

## **Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités /**

13-2021-04-09-00004 - Arrêté portant subdélégation de signature de Madame Nathalie DAUSSY, dans le cadre des compétences relevant du Préfet de département, aux principaux cadres de la Direction Départementale de l'Emploi du travail et des Solidarités (DDETS) (4 pages) Page 4

13-2021-04-09-00003 - Décision portant subdélégation de signature de Mme Nathalie DAUSSY, Directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Bouches du Rhône dans le cadre des compétences propres du directeur régional de l'économie, de l'emploi et des solidarités déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code rural et du code de l'action sociale et des familles (13 pages) Page 9

## **Direction Départementale des Territoires et de la Mer 13 /**

13-2021-03-30-00020 - Arrêté prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels majeurs relatif aux risques d'incendie de forêt sur la commune d'Aix-en-Provence (8 pages) Page 23

## **Direction Régionale des Douanes /**

13-2021-03-25-00008 - Decision délégations 2021-6 (51 pages) Page 32

## **Préfecture des Bouches-du-Rhone /**

13-2021-04-09-00002 - Arrêté portant subdélégation de signature en matières financière et comptable au sein de la direction départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône (5 pages) Page 84

## **Préfecture des Bouches-du-Rhone / Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement**

13-2021-04-08-00006 - Arrêté modifiant l'arrêté n° 21-13-0147 du 15/01/2021 portant habilitation de l'établissement secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES ARCHANGE » sis à MARSEILLE (13010) dans le domaine funéraire (2 pages) Page 90

13-2021-04-12-00001 - Arrêté n°71-2021 du 12 avril 2021 déclarant l'état de vigilance sécheresse sur l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône (2 pages) Page 93

## **Préfecture des Bouches-du-Rhone / Direction de la Sécurité : Polices**

### **Administratives et Réglementation**

13-2021-04-02-00007 - creation auto-ecole RICHARD, n° E2101300030, monsieur David BENHAIM, 319 BOULEVARD ROMAIN ROLLAND 13010 MARSEILLE (3 pages) Page 96

13-2021-03-15-00026 - fermeture auto-ecole OZ, n° E0301360290, monsieur Franck ARNAUD, 02 CHEMIN DE BOULE 13111 COUDOUX (2 pages) Page 100

13-2021-04-02-00005 - fermeture auto-ecole RICHARD, n° E0601311940, monsieur Richard BENHAIM, 319 BOULEVARD ROMAIN ROLLAND??13009 MARSEILLE (2 pages)	Page 103
13-2021-03-24-00013 - renouvellement auto-école INRIS AIX CENTRE, n° E0301361710, monsieur Frederick LELIEVRE, 15 RUE MIGNET??13100 AIX-EN-PROVENCE (3 pages)	Page 106
13-2021-03-24-00014 - renouvellement auto-ecole INRIS AIX JOURDAN, monsieur Frederick LELIEVRE, n° E1201363720, 4 RUE ANATOLE FRANCE??13100 AIX-EN-PROVENCE (3 pages)	Page 110
13-2021-03-15-00025 - renouvellement auto-ecole LAFONT, n° E1601300080, madame Audrey CARBONELL, 79 BOULEVARD JEAN JAURÈS 13300 SALON-DE-PROVENCE (3 pages)	Page 114
13-2021-04-02-00006 - renouvellement auto-ecole SAINT-ANTOINE, n° E0301377100, monsieur Denis BASCOU, 62 AVENUE DE SAINT-ANTOINE??13015 MARSEILLE (3 pages)	Page 118
13-2021-04-09-00005 - renouvellement auto-ecole VOLTAIRE, n° E0301361030, madame Eliane ARACIL, 172 BOULEVARD VOLTAIRE 13821 LA PENNE SUR - HUVEAUNE (3 pages)	Page 122
13-2021-03-25-00009 - retrait auto-ecole SOLEIL CONDUITE -01, n° E1801300030, monsieur Romuald ROUSSEAU, Z.I. LES ESTROUBLANS??22 BOULEVARD DE L EUROPE 13127 VITROLLES (2 pages)	Page 126

**Préfecture des Bouches-du-Rhone / SGC 13 Service du Patrimoine Immobilier et de la Logistique**

13-2021-03-31-00012 - Decision de déclassement du domaine public PORT-DE-BOUC 31-03-2021 (2 pages)	Page 129
--	----------

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités

13-2021-04-09-00004

Arrêté portant subdélégation de signature de  
Madame Nathalie DAUSSY, dans le cadre des  
compétences relevant du Préfet de  
département, aux principaux cadres de la  
Direction Départementale de l'Emploi du travail  
et des Solidarités (DDETS)



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
des Bouches-du-Rhône**

## **DIRECTION**

**Arrêté portant subdélégation de signature de Madame Nathalie DAUSSY,  
dans le cadre des compétences relevant du Préfet de département,  
aux principaux cadres de la Direction Départementale de l'Emploi du travail et des Solidarités (DDETS)**

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code général des collectivités locales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le code du séjour et du droit d'asile ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée, relative aux libertés et responsabilités locales ;

66A rue St Sébastien CS 50240 13292 Marseille cedex 06  
☎ 04 88 04 00 10

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles, conférant au préfet une compétence de droit commun pour prendre les décisions précitées ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié, relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat,

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié, relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur **Christophe MIRMAND** en qualité de Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 09 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2021 portant nomination de Madame Nathalie DAUSSY en qualité de directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Bouches-du-Rhône;

Vu l'arrêté du 31 mars 2021 portant organisation de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02 avril 2021 portant délégation de signature à Madame Nathalie DAUSSY, directrice de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Bouches-du-Rhône ;

Sur proposition de la Directrice départementale du Travail, de l'Emploi et des Solidarités des Bouches du Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie DAUSSY, la délégation de signature du préfet telle que prévue dans l'arrêté visé en référence est conférée à Messieurs Jérôme CORNIQUET et Anthony BARRACO, directeurs adjoints et Madame Dominique GUYOT, adjointe de direction.

### **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Nathalie DAUSSY, de Messieurs Jérôme CORNIQUET, Anthony BARRACO et de Madame Dominique GUYOT la délégation de signature du préfet telle que prévue dans l'arrêté visé en référence est conférée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

**Pour le département logement - prévention des expulsions :**

- Monsieur Pierre HANNA, chef du département logement - prévention des expulsions ;
- Monsieur Adel BOUAYACHE, chef du service prévention des expulsions ;
- Madame Marie-Josée MURRU, cheffe du service logement ;
- Madame Marie-France RIBE, chargée de mission CCAPEX ;

**Pour le département hébergement, personnes vulnérables :**

- Monsieur Jérôme COMBA, chef du département hébergement, personnes vulnérables ;
- Madame Marie-Angéline COUPE, adjointe au chef du département hébergement-personnes vulnérables et cheffe du service personnes vulnérables ;
- Mme Camille VELLA, responsable de l'unité hébergement d'urgence et veille sociale
- Mme Anna ZAQUIN, chargée de mission hébergement et plan logement d'abord
- Mme Emilie SOURDOIRE, responsable de l'unité personne vulnérables
- M. Nacer DEBBAGHA, chef du service asile
- Mme Julia HUGUES, cheffe du service hébergement et accompagnement vers le logement
- Madame Valérie NAVARRO, cheffe du service de la Politique de la Ville, et Madame Muriel BRUNIER, adjointe, pour les actes, décisions ou avis relevant de ce service
- Madame le Docteur Véronique CAYOL, responsable du CMCR, pour les actes administratifs relevant du CMCR,
- Monsieur Jérôme COMBA, chef du département hébergement et personnes vulnérables pour les actes, décisions ou avis relevant de ce pôle. En cas d'absence ou d'empêchement ce dernier, cette subdélégation de signature est exercée par Madame Marie-Angéline COUPE, pour les actes, décisions ou avis relevant de leurs compétence.
- Pour ce qui concerne les Personnes vulnérables, en cas d'absence et/ou d'empêchement de Monsieur Jérôme COMBA et de Madame Marie-Angéline COUPE, la subdélégation de signature qui leur est accordée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent du présent arrêté est exercée par :

- Madame Françoise CAYRON, pour les actes, décisions ou avis relatifs à la tutelle des pupilles de l'État.

**Pour le pôle Economie, Emploi, Entreprises :**

- Madame Hélène BEUCARDET, responsable du département « Insertion professionnelle »
- Madame Elodie CARITEY, responsable du département « Accompagnement des Mutations économiques et développement des compétences »

**Pour le pôle Travail :**

- Madame Pascale ROBERDEAU, responsable opérationnelle du Pole Travail
- Madame Cécile AUTRAND, responsable du Service d'Accompagnement et de Coordination de l'Inspection du Travail ;
- Madame Nathalie DASSAT, responsable du service de renseignement du public sur la législation du travail ;
- Madame Delphine FERRIAUD, responsable d'Unité de Contrôle
- Madame Annick FERRIGNO, responsable d'Unité de Contrôle
- Madame Fatima GILLANT, responsable d'Unité de Contrôle
- Monsieur Matthieu GREMAUD, responsable d'Unité de Contrôle
- Monsieur Stanislas MARCELJA, responsable d'Unité de Contrôle
- Monsieur Rémy MAGAUD, responsable d'Unité de Contrôle

**ARTICLE 3:**

Toutes dispositions antérieures à celles de la présente décision sont abrogées.

**ARTICLE 4:**

La directrice départementale et les cadres mentionnés dans le présent arrêté sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans les Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 9 avril 2021

La Directrice départementale

Signé

Nathalie DAUSSY



Direction Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités

13-2021-04-09-00003

Décision portant subdélégation de signature de  
Mme Nathalie DAUSSY, Directrice  
départementale de l'emploi, du travail et des  
solidarités des Bouches du Rhône dans le cadre  
des compétences propres du directeur régional  
de l'économie, de l'emploi et des solidarités  
déterminées par des dispositions spécifiques du  
code du travail, du code rural et du code de  
l'action sociale et des familles



**DIRECTION**

**DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE  
de Mme Nathalie DAUSSY, Directrice départementale de l'emploi, du travail  
et des solidarités des Bouches du Rhône  
dans le cadre des compétences propres du directeur régional de l'économie, de l'emploi et  
des solidarités déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code  
rural et du code de l'action sociale et des familles**

**La Directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités  
des Bouches du Rhône**

VU le code du travail, notamment les articles R. 8122-1 et R. 8122-2 du code du travail ;

VU le livre VII du code rural et de la pêche maritime ;

VU le livre III du code de l'éducation ;

VU le Décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETS-PP)

VU l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination de M. Jean-Philippe BERLEMONT, Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) de la Région Provence Alpes Côte d'Azur à dater du 1<sup>er</sup> avril 2021;

VU l'arrêté du Ministère de l'Intérieur du 22 mars 2021 portant nomination de Mme Nathalie DAUSSY directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Bouches du Rhône

VU la décision du 1er avril 2021 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Philippe BERLEMONT, Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Provence Alpes Côte d'Azur, à Madame Nathalie DAUSSY, dans le cadre de ses compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code rural et du code de l'action sociale et des familles

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie DAUSSY, la délégation de signature du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Provence-Alpes-Côte d'Azur telle que prévue dans l'arrêté visé en référence est conférée, pour les matières relatives aux politiques de l'emploi définies à l'article 1<sup>er</sup> de la décision susvisée et listées ci-après, à :

- Madame Dominique GUYOT
- Monsieur Anthony BARRACO
- Monsieur Jérôme CORNIQUET
- Madame Hélène BEUCARDET
- Madame Elodie CARITEY
- Madame Cécile AUTRAND

NATURE DU POUVOIR	Texte
<b>RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Licenciement pour motif économique.</b></li> </ul>	Code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Traitement de la contestation de recours à un expert par le Comité social et économique</li> </ul>	L. 1233-34 R. 1233-3-3
	Code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avis sur la procédure et observations relatives aux mesures sociales pour les procédures ouvertes par les entreprises non soumises à l'obligation d'établir un PSE</li> </ul>	L. 1233-53 L. 1233-56 D. 1233-11
	Code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposition pour compléter ou modifier le plan de sauvegarde de l'emploi</li> </ul>	L. 1233-57 L. 1233-57- 2
	Code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruction portant sur la décision de validation de l'accord collectif mentionné à l'article L. 1233-24-1 du code du travail</li> </ul>	L. 1233-57-2
	Code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruction portant sur la décision d'homologation du document unilatéral de l'employeur mentionné à l'article L.1233-24-4 du Code du travail</li> </ul>	L. 1233-57-3
	Code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Injonction prise sur demande formulée par le CSE, ou, en cas de négociation d'un accord mentionné à l'article L. 1233-24-1, par les organisations syndicales représentatives de l'entreprise</li> </ul>	L. 1233-57-5
	Code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Autre cas de rupture</b></li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision d'homologation ou refus d'homologation des conventions de rupture conventionnelle</li> </ul>	L. 1237-14 R. 1237-3
	Code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruction portant sur la décision de validation ou de refus de validation des accords collectifs portant rupture conventionnelle collective</li> </ul>	L. 1237-19-3 L. 1237-19-4 Texte

<p><b>GROUPEMENT D'EMPLOYEURS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeur n'entrant pas dans le champ d'une même convention collective</li> <li>- Décision accordant, refusant d'accorder ou retirant l'agrément d'un groupement d'employeurs pour le remplacement de chefs d'exploitation agricole ou d'entreprises artisanales, industrielles ou commerciales ou de personnes physiques exerçant une profession libérale</li> <li>- Demande au groupement d'employeur de choisir une autre convention collective</li> </ul>	<p>Code du travail L. 1253-17</p> <p>Code du travail R. 1253-22 R. 1253-27</p> <p>Code du travail R. 1253-26</p>
<p><b>TRAVAILLEURS HANDICAPES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposition de désignation de deux représentants des organisations syndicales à la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées</li> </ul>	<p>Code de l'action sociale et des familles R. 241-24</p>
<p><b>INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS INVOLONTAIREMENT PRIVES D'EMPLOI</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Détermination du salaire de référence pour les travailleurs migrants</li> <li>-</li> <li>- Décision déterminant les périodes d'arrêts saisonniers de travail par suite d'intempéries pour les entreprises du BTP</li> </ul>	<p>Code du travail R. 5422-3</p> <p>Code du travail L. 5424-7</p>
<p><b>REMUNERATION MENSUELLE MINIMALE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Allocation complémentaire ; Proposition de versement direct aux salariés de la part de l'Etat</li> </ul>	<p>Code du travail R.3232-6</p>
<p><b>FORMATION PROFESSIONNELLE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Contrat de professionnalisation</b></li> <li>- Décision de retrait de l'exonération des cotisations sociales</li> <li>➤ <b>Titre professionnel</b></li> <li>- Désignation du jury du titre professionnel</li> <li>- Délivrance du titre professionnel, des certificats de compétence professionnelle et certificats complémentaires</li> </ul>	<p>Code du travail R. 6325-20</p> <p>Code de l'éducation R. 338-6</p> <p>Code de l'éducation R.338-7</p>

## Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie DAUSSY, la délégation de signature du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Provence-Alpes-Côte d'Azur telle que prévue dans l'arrêté visé en référence est conférée, dans les domaines ci-après, listés à l'article 2 de la décision sus visée et ci-après, relatifs à l'exercice des compétences en matière d'actions d'inspection de la législation du travail, et à l'exception de ceux relatifs à la répartition du personnel et des sièges entre les collèges pour les élections de Comité Social et Economique, à :

- Monsieur Jérôme CORNIQUET,
- Madame Pascale ROBERDEAU,
- Madame Dominique GUYOT,
- Madame Delphine FERRIAUD,
- Monsieur Rémi MAGAUD,
- Madame Annick FERRIGNO,
- Madame Fatima GILLANT,
- Monsieur Matthieu GREMAUD,
- Monsieur Stanislas MARCELJA,
- Madame Cécile AUTRAND,
- Madame Nathalie DASSAT.

<b>NATURE DU POUVOIR</b>	<b>Texte</b>
<b>EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES</b>  - Décision d'opposition au plan pour l'égalité professionnelle  - Décision, sur demande d'un employeur, de l'appréciation de la conformité ou de la non-conformité d'un accord ou d'un plan d'action aux dispositions de l'article L. 2242-8  - Observations sur les mesures déterminées par décision unilatérale de l'employeur en matière de correction ou de rattrapage salarial des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes	  Code du travail L. 1143-3 D. 1143-6  Code du travail L. 2242-9 R.2242-9  Code du travail L. 1142-9
<b>CONSEILLERS DU SALARIE</b>  - Préparation de la liste des conseillers du salarié	  Code du travail D. 1232-4
<b>TRAVAUX DANGEREUX</b>  - Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour effectuer certains travaux dangereux	  Code du travail L. 1251-10 L. 4154-1 D. 4154-3 D.4154-4 R.4154-5
<b>EXERCICE DU DROIT SYNDICAL</b>  - Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical	  Code du travail L. 2143-11 R. 2143-6

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant de section syndicale</li> </ul>	Code du travail L. 2142-1-2 L. 2143-11 R. 2143-6
<p><b>MESURE DE L'AUDIENGE DE LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Traitement des recours gracieux sur les listes électorales</li> </ul>	Code du travail R. 2122-21 R. 2122-23 R.2122-27
<p><b>INSTITUTIONS REPRESENTATIVES DU PERSONNEL</b></p> <p>➤ <b>Comité d'entreprise européen</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision accordant ou refusant l'autorisation de suppression du comité d'entreprise européen</li> </ul> <p>➤ <b>Comité de groupe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Répartition des sièges entre les élus du ou des collèges électoraux</li> <li>- Désignation du remplaçant d'un représentant du personnel ayant cessé ses fonctions</li> </ul> <p>➤ <b>Comité Social et Economique (CSE)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Traitement de la contestation de la décision unilatérale de l'employeur sur la qualité et/ou le nombre d'établissements distincts du CSE</li> <li>- Surveillance de la dévolution des biens du CSE en cas de cessation définitive de l'activité de l'entreprise</li> <li>- Détermination du caractère d'établissement distinct CSE</li> </ul> <p>➤ <b>Comité Social et Economique (CSE) au niveau de l'Unité Economique et Sociale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre et périmètre des établissements distincts du Comité Social et Economique au niveau de l'unité économique et sociale</li> </ul> <p>➤ <b>Comité Social et Economique (CSE) central d'entreprise</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Répartition des sièges entre les différents établissements et différents collèges</li> </ul>	Code du travail L. 2345-1  Code du travail L. 2333-4 R.2332-1  Code du travail L. 2333-6  Code du travail R. 2313-1 R. 2313-4 R. 2313-2  Code du travail R. 2312-52  Code du travail L.2313-5 et R2313-2  Code du travail L.2313-8 R.2313-5  Code du travail L. 2316-8 R.2316-2
<p><b>REGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avis au préfet sur la nomination des membres des commissions de conciliation</li> </ul>	Code du travail R. 2522-14
<p><b>DUREE DU TRAVAIL</b></p>	

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail.</li> <li>- Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail de 44 h calculée sur 12 semaines consécutives prévue à l'article L. 3121-23 concernant une entreprise.</li> <li>- Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail de 46h prévue aux articles L. 3121-23 et L. 3121-24 concernant un secteur d'activité au niveau local ou départemental.</li> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée moyenne maximale du travail prévue à l'article L. 3121-23 et L. 3121-24 à une entreprise en cas de situation exceptionnelle.</li> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder une autorisation de dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail dans le secteur agricole.</li> <li>- Décision de suspension pour des établissements spécialement déterminés, de la faculté de récupération des heures perdues suite à une interruption collective du travail, en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession.</li> </ul>	<p>Code du travail L. 3121-21 R. 3121-10</p> <p>Code du travail L. 3121- 24 R.3121-15 et R.3121-16</p> <p>Code du travail L. 3121-25 R. 3121-11</p> <p>Code du travail R. 3121-16</p> <p>code rural et de la pêche maritime L. 713-13 R.713-14</p> <p>Code du travail R. 3121-32</p>
<p><b>COMMISSION PARITAIRE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</b></p> <p>Décision de nomination des représentants titulaires et suppléants, à la commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail mentionnée à l'article L. 717-7</p>	<p>Code rural et de la pêche maritime D. 717-76</p>
<p><b>CONGES PAYES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Désignation des membres des commissions instituées auprès des caisses de congés payés du BTP</li> </ul>	<p>Code du travail D. 3141-35</p>
<p><b>ACCORDS D'INTERESSEMENT OU DE PARTICIPATION ET REGLEMENT D'UN PLAN D'EPARGNE SALARIALE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Accusé de réception des dépôts</b></li> <li>- des accords d'intéressement</li> <li>- des accords de participation</li> </ul>	<p>Code du travail L. 3313-3 L. 3345-1, D. 3313-4 D. 3345-5</p> <p>Code du travail L. 3323-4 L. 3345-1 D. 3323-7 D. 3345-5</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans d'épargne salariale et de leurs règlements</li> </ul> <p style="margin-left: 20px;">➤ <b>Contrôle lors du dépôt</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande de retrait ou de modification de dispositions illégales</li> </ul>	<p>Code du travail L. 3332-9 L. 3345-1 R. 3332-6 D. 3345-5</p> <p>Code du travail L 3345-2</p>
<p><b>RECOURS GRACIEUX SUR LES LISTES ELECTORALES RELATIVES AU SCRUTIN CONCERNANT LES ENTREPRISES DE MOINS DE ONZE SALARIES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision prise sur recours gracieux en matière d'inscription sur la liste électorale du scrutin de mesure de la représentativité des entreprises de moins de onze salariés, déposés à l'unité départementale</li> </ul>	<p>Code du travail R. 2122-23</p>
<p><b>HYGIENE ET SECURITE</b></p> <p style="margin-left: 20px;">➤ <b>Local dédié à l'allaitement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décisions d'autorisation ou de refus de dépasser provisoirement le nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis dans un même local</li> </ul>	<p>Code du travail R. 4152-17</p>
<p style="margin-left: 20px;">➤ <b>Aménagement des lieux et postes de travail</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision accordant ou refusant une dispense d'application de certaines dispositions du code du travail en matière de conception des lieux de travail relatives au risque d'incendie, d'explosion et évacuation</li> <li>- Décision accordant ou refusant une dispense d'application de certaines dispositions du code du travail en matière d'utilisation des lieux de travail relatives au risque d'incendie, d'explosion et évacuation</li> </ul>	<p>Code du travail R. 4216-32</p> <p>Code du travail R. 4227-55</p>
<p style="margin-left: 20px;">➤ <b>Présidence du comité interentreprises de santé et de sécurité au travail</b></p> <p style="margin-left: 20px;">➤ <b>Prévention des risques liés à certaines opérations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation aux dispositions des articles R.4533-2 à R. 4533-4 du code du travail</li> </ul> <p style="margin-left: 20px;">➤ <b>Travaux insalubres ou salissants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre à disposition du personnel des douches journalières lorsque les travaux visés s'effectuent en appareil clos</li> </ul>	<p>Code du travail R. 4524-7</p> <p>Code du travail R. 4533-6 R. 4533-7</p> <p>Code du travail L. 4221-1 article 3 arrêté du 23 juillet 1947 modifié</p>



<p>➤ <b>Champs électromagnétiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Autorisation ou refus d'autoriser le dépassement des valeurs limites d'exposition aux champs électromagnétiques pour l'utilisation d'IRM à des fins médicales.</li> </ul>	<p>Code du travail R. 4453-31 R. 4453-34</p>
<p>➤ <b>Risques particuliers dans les établissements pyrotechniques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision de prolongation du délai d'instruction de l'étude de sécurité</li> <li>- Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité</li> <li>- Demande de transmission des compléments d'information</li> <li>- Demande d'essais complémentaires par un organisme compétent nécessaires à l'appréciation des risques éventuels et de l'efficacité des moyens de protection</li> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation aux articles R 4462-10, R 4462-13, R 4462-17 à 21, R 4462-32 du Code du travail</li> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation en cas d'incompatibilité entre les dispositions du Code du travail et les exigences fixées par d'autres réglementations en vue de la mise en œuvre d'impératifs de sécurité et que l'on peut obtenir un niveau de sécurité des travailleurs le plus élevé possible par l'application de mesures compensatoires</li> </ul> <p>➤ <b>Règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité et décision de prolongation du délai d'instruction</li> <li>- Décision demandant au maître d'ouvrage d'effectuer ou faire effectuer les essais ou travaux complémentaires à l'appréciation des risques et de l'efficacité des mesures ou moyens de protection envisagés</li> </ul>	<p>Code du travail R. 4462-30</p> <p>Code du travail R. 4462-30</p> <p>Code du travail R. 4462-30</p> <p>Code du travail R. 4462-30</p> <p>Code du travail R. 4462-36</p> <p>Code du travail R. 4462-36</p> <p>Code du travail Article 8 décret n°2005-1325 du 26 octobre 2005</p> <p>Code du travail Article 8 décret n°2005-1325 du 26 octobre 2005</p>
<p><b>Mises en demeure sur les principes généraux de prévention et obligation générale de santé et sécurité</b></p> <p>➤ Dispositions pénales : Avis au tribunal sur le plan de réalisation des mesures propres à rétablir des conditions normales de santé et de sécurité au travail</p>	<p>Code du travail L. 4721-1 R.4721-7</p> <p>Code du travail L. 4741-11</p>

<p><b>TRAVAILLEURS SAISONNIERS AGRICOLES</b></p> <p>Décision de dérogation collective aux règles d'hébergement des travailleurs saisonniers agricoles</p>	<p>Code rural et de la pêche maritime R.716-16-1</p>
<p><b>CONTRAT D'APPRENTISSAGE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision de suspension du contrat d'apprentissage avec maintien de la rémunération</li> <li>- Décision autorisant ou refusant d'autoriser la reprise du contrat d'apprentissage</li> </ul>	<p>Code du travail L.6225-4 R. 6225-9</p> <p>Code du travail L. 6225-5</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdiction, pour une durée déterminée, de recrutement de nouveaux apprentis ou de jeunes en contrat d'insertion en alternance</li> </ul>	<p>Code du travail L. 6225-6</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision mettant fin ou refusant de mettre fin à l'interdiction de recruter de nouveaux apprentis et fin de l'interdiction ➤</li> </ul>	<p>Code du travail R. 6225-11</p>
<p><b>JEUNES TRAVAILLEURS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision de suspension ou de refus de suspension du contrat de travail ou de la convention de stage d'un jeune travailleur</li> <li>- Décision de reprise ou refus de reprise du contrat de travail ou de la convention de stage du jeune travailleur</li> <li>- Décision d'interdiction de recruter ou d'accueillir des jeunes travailleurs.</li> </ul>	<p>Code du travail L. 4733-8</p> <p>Code du travail L. 4733-9</p> <p>Code du travail L. 4733-10</p>
<p><b>DEPÔT DES COMPTES ANNUELS DES SYNDICATS PROFESSIONNELS DE SALARIES OU D'EMPLOYEURS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépôt des comptes des organisations syndicales et professionnelles dont les ressources sont inférieures à 230 000 euros</li> </ul>	<p>Code du travail L. 2135-5</p>
<p><b>TRAVAIL A DOMICILE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande de vérification de la comptabilité du donneur d'ouvrage</li> <li>- Avis au Préfet sur la composition de la commission départementale compétente pour donner un avis sur les temps d'exécution</li> </ul>	<p>Code du travail R.7413.2</p> <p>Code du travail R.7422-2</p>
<p><b>CONTRIBUTION SPECIALE POUR EMPLOI D'ETRANGER SANS TITRE DE TRAVAIL</b></p>	<p>Code du travail</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFII et avis sur la possibilité de faire application de la règle de Solidarité financière du donneur d'ordre</li> </ul>	D. 8254-7 D. 8254-11
<p><b>PROCEDURE DE RESCRIT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision portant sur les modalités de prise en compte des effectifs servant de base au calcul du plafond de stagiaires autorisés</li> <li>- Décision sur l'application des dispositions relatives à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics</li> </ul>	Code de l'éducation L. 124-8-1  Code du travail L. 8291-3 R.8291-1-1
<p><b>SANCTIONS ADMINISTRATIVES</b></p> <p>Instruction des rapports des sanctions administratives prévues à l'article L. 8115-1 du code du travail, mise en œuvre de la procédure contradictoire</p> <p>Instruction des rapports des sanctions administratives relatifs aux manquements aux articles L. 124-8, L. 124-14 et L. 124-9 1<sup>er</sup> alinéa du code de l'éducation. Mise en œuvre de la procédure contradictoire</p>	Code du travail L.8115-5 alinéa 1 R. 8115-10  Code rural et de la pêche maritime L. 719-10  Code du travail R. 8115-2 R. 8115-6
<p>Instruction des rapports des sanctions administratives prévues à l'article L. 1325-1 du code des transports, mise en œuvre de la procédure contradictoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruction des rapports des sanctions administratives prévues aux articles L. 1264-1 et L.1264-2 du code du travail et R.1331-11 du code des transports. Mise en œuvre de la procédure contradictoire</li> <li>- Instruction des rapports des sanctions administratives prévues à l'article L. 1263-6 du code du travail relatives au non-respect de la décision administrative de suspension temporaire de la réalisation de la prestation de service. Mise en œuvre de la procédure contradictoire</li> <li>- Décision de suspension ou d'interdiction temporaire de la réalisation de la prestation de service internationale pour des faits prévus aux articles L.1263-3,L.1263-4, L.1263-4-1 et L. 1263-4-2 du code du travail</li> <li>- Cessation de la suspension temporaire d'une prestation de services en application de l'article L.1263-4 ou L. 1263-4-1 du code du travail</li> </ul>	Code du travail L.8115-5 alinéa 1 R. 8115-10  Code du travail R. 8115-2  Code du travail R. 8115-2  Code du travail L. 1263-4 L. 1263-4-1 L. 1263-4-2 R.1263-11-1 et suivants  Code du travail R. 1263-11-6
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruction des rapports relatifs à la sanction administrative prévue à l'article L. 8291-2 du code du travail (carte d'identification professionnelle des salariés du Bâtiment et des Travaux publics). Mise en œuvre de la procédure contradictoire</li> </ul>	Code du travail L.8291-2 alinéa 1 R. 8115-2 R. 8115-7 R. 8115-8

- Instruction de la sanction administrative en cas de non-respect d'une décision d'arrêt temporaire de travaux ou d'activité ; mise en œuvre de la procédure contradictoire	Code du travail L.4751-1 L.4752-1
- Instruction de la sanction administrative en cas de non-respect d'une demande de vérification, de mesures ou d'analyse ; mise en œuvre de la procédure contradictoire	Code du travail L.4751-1 L.4752-2
- Instruction de la sanction administrative en cas de manquement à l'obligation de déclaration d'un chantier forestier ou sylvicole ; mise en œuvre de la procédure contradictoire	Code rural et de la pêche maritime L. 719-10-1
- Instruction de la sanction administrative en cas de non-respect par un donneur d'ordre, un maître d'ouvrage ou un propriétaire d'immeuble de l'obligation de repérage de la présence d'amiante avant l'exécution de travaux ; mise en œuvre de la procédure contradictoire	Code du travail L.4412-2 L.4754-1
- Instruction de la sanction administrative relative au non-respect des décisions prises par l'agent de contrôle de l'inspection du travail en application des articles L. 4733-2 et L. 4733-3 du code du travail ; mise en œuvre du contradictoire	Code du travail L. 4753-1
- Instruction de la sanction administrative en cas de non-respect des dispositions des articles L. 4153-8 et L. 4153-9 du code du travail relatifs à l'interdiction et la limitation de l'emploi de travailleurs âgés de moins de 18 ans ; mise en œuvre du contradictoire	L. 4753-2
<b>TRANSACTION PENALE</b>  Mise en œuvre de la transaction pénale	Code du travail L. 8114-4 R. 8114-3 R. 8114-6

### Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie DAUSSY, la délégation de signature du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Provence-Alpes-Côte d'Azur telle que prévue dans l'arrêté visé en référence est conférée, dans les domaines ci-après, listés à l'article 2 de la décision sus visée et ci-après, relatifs à la répartition du personnel et des sièges entre les collèges pour les élections de Comité Social et Economique, à :

#### 1 - Unité de contrôle n° 13-01 « Rhône Durance »

- 1<sup>ère</sup> section n° 13-01-01 : Madame Christelle GARI, Inspectrice du Travail;
- 2<sup>ème</sup> section n° 13-01-02 : Madame Isabelle DUPREZ, Inspectrice du Travail ;
- 3<sup>ème</sup> section n° 13-01-03 : Monsieur Brahim BENTAYEB, Inspecteur du Travail ;
- 4<sup>ème</sup> section n° 13-01-04 : Madame Servane LE COUEDIC-PONCET, Inspectrice du Travail ;
- 6<sup>ème</sup> section n° 13-01-06 : Monsieur Jérôme MIGIRDITCHIAN, Inspecteur du Travail ;
- 7<sup>ème</sup> section n° 13-01-07: Madame Stéphane TALLINAUD, Inspectrice du Travail ;
- 8<sup>ème</sup> section n° 13-01-08: Madame Aline MOLLA, Inspectrice du Travail ;
- 10<sup>ème</sup> section n° 13-01-10 : Madame Nathalie PHILIP, Inspectrice du Travail ;

11<sup>ème</sup> section n° 13-01-11 : Madame Samira KAMBOUA, Inspectrice du Travail ;

12<sup>ème</sup> section n° 13-01-12 : Monsieur Didier HOAREAU, Inspecteur du Travail ;

## 2 - Unité de contrôle n° 13-02 « Pays d'Aix »

1<sup>ère</sup> section n° 13-02-01 : Madame Blandine ACETO, Inspectrice du Travail ;

2<sup>ème</sup> section n° 13-02-02 : Madame Magali LENTINI, Inspectrice du Travail ;

3<sup>ème</sup> section n° 13-02-03 : Madame Myriam SZROJT, Inspectrice du Travail ;

4<sup>ème</sup> section n° 13-02-04 : Monsieur Gilles HERNANDEZ, Inspecteur du Travail ;

5<sup>ème</sup> section n° 13-02-05 : Madame Elise PLAN, Inspectrice du Travail ;

6<sup>ème</sup> section n° 13-02-06 : Madame Ouarda ZITOUNI, Inspectrice du travail ;

8<sup>ème</sup> section n° 13-02-08 : Madame Farah MIDOUN, Inspectrice du Travail ;

9<sup>ème</sup> section n° 13-02-09 : Monsieur Rachid ADRAR, Inspecteur du Travail ;

12<sup>ème</sup> section n° 13-02-12 : Madame Brigitte PALMA, Inspectrice du Travail ;

## 3 - Unité de contrôle n° 13-03 « Etoile-Aubagne-Huveaune »

2<sup>ème</sup> section n° 13-03-02 : Madame Jacqueline MARCHET, Inspectrice du Travail ;

3<sup>ème</sup> section n° 13-03-03 : Madame Marie-Laure SOUCHE, Inspectrice du Travail ;

4<sup>ème</sup> section n° 13-03-04 : Madame Véronique PAULET, Inspectrice du Travail ;

6<sup>ème</sup> section n° 13-03-06 : Monsieur Ivan FRANCOIS, Inspecteur du Travail ;

7<sup>ème</sup> section n° 13-03-07 : Madame Aurélie DURIVAL, Inspectrice du Travail ;

8<sup>ème</sup> section n° 13-03-08 : Monsieur Jean-Marc BREMOND, Inspecteur du Travail ;

10<sup>ème</sup> section n° 13-03-10 : Madame Sophie CHEVALIER, Inspectrice du Travail ;

## 4 - Unité de contrôle n° 13-04 « Marseille Centre »

2<sup>ème</sup> section n° 13-04-02 : Madame Juliette HERNANDEZ, Inspectrice du travail ;

3<sup>ème</sup> section n° 13-04-03 : Madame Célia GOURZONES, Inspectrice du Travail ;

4<sup>ème</sup> section n° 13-04-04 : Madame Hélène MARSAT, Inspectrice du Travail ;

5<sup>ème</sup> section n° 13-04-05 : Madame Catheline SARRAUTE, Inspectrice du Travail ;

7<sup>ème</sup> section n° 13-04-07 : Madame Aude FLORNOY, Inspectrice du Travail

8<sup>ème</sup> section n° 13-04-08 : Madame Isabelle FONTANA, Inspectrice du Travail ;

9<sup>ème</sup> section n° 13-04-09 : Madame Fatima FIZAZI, Inspectrice du Travail ;

## 5 - Unité de contrôle n° 13-05 « Le Port - Euromed »

1<sup>ère</sup> section n° 13-05-01 : Madame Julie PINEAU, Inspectrice du Travail ;

2ème section n° 13-05-02 : Madame Christine BOURSIER, Inspectrice du Travail

3ème section n° 13-05-03 : Madame Véronique GRAS, Inspectrice du Travail ;

4ème section n° 13-05-04 : Monsieur Jérôme LUNEL, Inspecteur du Travail ;

5ème section n° 13-05-05 : Monsieur Loïc CATANIA, Inspecteur du Travail ;

6ème section n° 13-05-06 : Madame Amélie BRO, Inspectrice du Travail ;

7ème section n° 13-05-07 : Madame Valérie RICHARD, Inspectrice du Travail ;

8ème section n° 13-05-08 : Madame Sylvie SAGNE, Inspectrice du Travail ;

10ème section n° 13-05-10 : Monsieur Jean-Louis COSIO, Inspecteur du Travail ;

6 - Unité de contrôle n° 13-06 « Etang de Berre »

2ème section n° 13-06-02 : Monsieur Hervé PIGANEAU, Inspecteur du travail ;

3ème section n° 13-06-03 : Monsieur Ghislain BONELLI, Inspecteur du Travail ;

4ème section n° 13-06-04 : Madame Hélène MILARDI, Inspectrice du Travail ;

5ème section n° 13-06-05 : Madame Nathalie OHAN-TCHELEBIAN, Inspectrice du Travail ;

6ème section n° 13-06-06 : Madame Carine MAGRINI, Inspectrice du Travail ;

7ème section n° 13-06-07 : Madame Sandra DIRIG, Inspectrice du Travail ;

8ème section n° 13-06-08 : Madame Daphnée PRINCIPIANO, Inspectrice du Travail ;

9ème section n° 13-06-09 : Madame Christine DRAN, Inspectrice du Travail ;

11ème section n° 13-06-11 : Madame Carole OUHAYOUN, Inspectrice du Travail ;

➤ **Comité Social et Economique (CSE)**

- Décision de répartition du personnel et des sièges entre les collèges électoraux

Code du travail  
L. 2314-13  
R.2314-3

**Articles 4 :** Toutes les dispositions antérieures de délégation relatives aux dispositions visées dans les articles 1, 2 et ci-dessus sont abrogées.

**Article 5 :** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Bouches du Rhône et prendra effet lors de sa parution au RAA.

**Article 6 :** La Directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) des Bouches-du-Rhône est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le 9 avril 2021

La Directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités  
des Bouches-du-Rhône,

Signé

Nathalie DAUSSY

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer 13

13-2021-03-30-00020

Arrêté prescrivant l'élaboration d'un plan de  
prévention des risques naturels majeurs relatif  
aux risques d'incendie de forêt sur la commune  
d Aix-en-Provence



### **Arrêté**

## **prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels majeurs relatif aux risques d'incendie de forêt sur la commune d'Aix-en-Provence**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 562-1 et suivants relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.125-2 à L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information préventive ;

**VU** le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

**VU** la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ;

**VU** le décret 2012-616 du 2 mai 2012 introduisant la notion d'examen au cas par cas pour déterminer l'éligibilité à évaluation environnementale de certains documents de planification relevant du code de l'environnement ;

**VU** l'article L. 122-4 et R. 122-17 et suivants du code de l'environnement listant les plans et programmes devant faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

**VU** le code forestier ;

**CONSIDERANT** la Commission départementale des risques naturels majeurs (CDRNM) du 20 novembre 2019 validant la nouvelle feuille de route des PPRif pour la période 2020-2025 ;

**CONSIDERANT** que les études menées sur la commune d'Aix-en-Provence ont démontré que celle-ci était particulièrement exposée aux risques d'incendie de forêt;

**CONSIDERANT** que les zones exposées aux risques d'incendie de forêt doivent être identifiées très précisément et se voir appliquer des mesures de prévention adaptées au niveau du risque ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application du titre II. de l'article R. 122-7 du code de l'environnement les PPR font partie des documents susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas ;

**CONSIDERANT** l'arrêté n°F-093-20-P-0056 en date du 21 décembre 2020 portant décision après examen au cas par cas de la non soumission à évaluation environnementale du Plan de Prévention des Risques Incendie de Forêt de la commune d'Aix-en-Provence ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône,



## ARRÊTE

### **Article premier : Prescription**

L'établissement d'un plan de prévention des risques naturels portant sur les risques d'incendie de forêt est prescrit sur la commune d'Aix-en-Provence.

### **Article 2 : Périmètre**

Le périmètre mis à l'étude s'étend sur l'ensemble du territoire de la commune.

### **Article 3 : Instruction**

La direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône est chargée d'instruire le projet de plan de prévention des risques.

### **Article 4 : Evaluation environnementale**

Conformément à l'article R.562-2 du Code de l'Environnement, la décision de l'autorité de l'État compétente en matière d'environnement est annexée à ce présent arrêté.

### **Article 5 : Modalités d'association**

Les modalités d'association, prévues en application de l'article R 562-2 du code de l'Environnement sont définies de la manière suivante :

- au moins une réunion d'association avec la commune d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix Marseille Provence sera organisée à chaque étape de l'élaboration du PPRif (définition de l'aléa, diagnostic de la défendabilité, projet de zonage et règlement).

### **Article 6 : Modalités de concertation**

Les modalités de la concertation avec la population dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention des risques d'incendie de forêt sont les suivantes:

- Organisation d'au moins une réunion publique afin de présenter aux habitants les principes d'élaboration du plan de prévention et d'explicitier les mesures de prévention projetées. Ces réunions seront l'occasion d'un échange avec la population qui pourra exprimer ses observations et questions et obtenir des explications en retour. Ces réunions publiques pourront être tenues en distanciel par des moyens dématérialisés dans le cadre d'un éventuel état d'urgence sanitaire.
- Présentation d'une exposition en mairie sur les principes d'élaboration du plan de prévention et les mesures de prévention projetées. Un registre permettant de recueillir les observations sera tenu à la disposition du public. Celui-ci pourra également faire parvenir ses remarques par courrier à la Direction départementale des territoires et de la mer.
- Mise à disposition de documents de communication et de vulgarisation sur le site internet de la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Bouches-du-Rhône (<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>).

Le bilan de la concertation sera joint au dossier d'enquête publique et pourra être consulté à la Préfecture et à la Direction départementale des territoires et de la mer.

### **Article 7 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune d'Aix-en-Provence et à la présidente de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Il sera affiché en mairie d'Aix-en-Provence et au siège de la métropole d'Aix-Marseille-Provence pendant un mois.

16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3  
Téléphone : 04 91 28 40 40  
[www.bouches-du-rhone.gouv.fr](http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr)

### **Article 8 : Délai de recours et mesures de publicité**

Le présent arrêté, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois suivant sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'arrêté sera également affiché pendant un mois à la mairie d'Aix-en-Provence et au siège de la Métropole Aix Marseille Provence selon l'article R562-2 du code de l'environnement. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et de la présidente de la Métropole et transmis au service instructeur.

Un avis public sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département par le service instructeur.

### **Article 9 : Délai d'approbation**

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles doit être approuvé dans les trois ans qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration. Ce délai est prorogable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté motivé du préfet si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

### **Article 10 : Mise en œuvre**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Madame le Maire d'Aix-en-Provence,  
Madame la Directrice de Cabinet de la Préfecture des Bouches du Rhône,  
Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,  
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 30 mars 2021

Le Préfet

**signé**

Christophe MIRMAND



**Autorité environnementale**

<http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/l-autorite-environnementale-r145.html>

**Décision de l’Autorité environnementale,  
après examen au cas par cas,  
sur l’élaboration du plan de prévention des risques  
d’incendie de forêt (PPRif)  
de la commune d’Aix-en-Provence (13)**

**n° : F – 093-20-P-0056**

Décision n° F – 0093–20–P–0056 en date du 21 décembre 2020

**Décision du 21 décembre 2020**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement**

Le président de la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (Ae) ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le règlement intérieur de la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable adopté le 26 août 2020 ;

Vu la décision prise par la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) enregistrée sous le numéro n° F - 0093-20-P-0056, relative à l'élaboration plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRif) de la commune d'Aix-en-Provence (13), l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçues de la préfecture des Bouches-du-Rhône le 23 octobre 2020 ;

**Considérant les caractéristiques du plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRif) d'Aix-en-Provence à élaborer,**

- qui porte sur la commune d'Aix-en-Provence, exposée au risque d'incendie de forêt, et qui a fait à ce titre l'objet d'un « porter-à-connaissance » du préfet des Bouches-du-Rhône comprenant une carte des aléas datant de 2013 couvrant l'intégralité du territoire communal,
- dont les zones inconstructibles au sens du projet de PPRif, correspondant aux aléas feu de forêt « très fort » à « exceptionnel », représentent 5 012 ha,
- qui vise à préserver les vies humaines, réduire la vulnérabilité des personnes et des biens exposés et éviter l'aggravation des risques existants,
- qui peut définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde dans les zones exposées aux risques et dans les zones non directement exposées au risque mais où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations pourraient les aggraver ou en provoquer de nouveaux,

**Considérant les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées ainsi que les incidences prévisibles sur la santé humaine ou l'environnement, en particulier :**

- la commune d'Aix-en-Provence, qui appartient à la métropole Aix-Marseille-Provence, comprend 145 770 habitants pour une superficie de 18 600 ha, dont 13 300 ha sont exposés aux incendies de forêt ;
- la commune étant également exposée au risque de mouvement de terrain par effondrement (plan de prévention des risques naturels approuvé le 17 mai 2001), au risque de retrait, de gonflement des argiles et de sécheresse (plan de prévention approuvé le 27 juillet 2012), au risque d'inondation par la rivière de l'Arc et ses principaux affluents (plan de prévention approuvé le 2 mars 2020) ;
- l'existence sur la commune d'Aix-en-Provence de deux sites Natura 2000 (zone spéciale de conservation « Montagne Sainte Victoire » et zone de protection spéciale « Plateau de l'Arbois »), de plusieurs zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique, et de multiples corridors, réservoirs de biodiversité, plans d'eau, zones humides, zones rivulaires et espaces de mobilité identifiés au schéma régional de cohérence écologique (désormais intégré au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires),

- l'absence d'incidence notable prévisible négative du PPRif, par report d'urbanisation sur les milieux naturels sensibles du territoire communal inventoriés, du fait que :
  - la superficie des secteurs urbanisés et urbanisables selon le PLU en vigueur, sans enjeu environnemental et rendus inconstructibles du seul fait du PPRif, représente 97 ha ;
  - les zones susceptibles d'accueillir un report d'urbanisation tout en étant couvertes par un zonage environnemental, qui restent constructibles en prenant en compte le projet de PPRif, occupent 180 ha ;
  - la superficie des secteurs sans enjeu environnemental restant constructibles représente 3 885 ha ;
  - le plan de prévention ne prévoit pas de travaux de protection collective,
- l'incidence prévisible positive du PPRif sur les secteurs à enjeu environnemental existant en zones urbanisée et urbanisable, ceux-ci couvrant 13 198 ha, du fait de l'interdiction de construire qu'il impose sur 41 ha de ceux-ci ;
- les autres effets sur l'environnement et la santé humaine du projet de PPRIF étant non significatifs ou positifs ;

**Concluant que :**

au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des autres informations et contributions portées à la connaissance de l'Ae à la date de la présente décision, le plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRif) de la commune d'Aix-en-Provence (13) n'est pas susceptible d'incidences notables sur la santé humaine et sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, l'élaboration du plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRif) de la commune d'Aix-en-Provence (13), n° F - 0093-20-P-0056, présentée par la préfecture des Bouches-du-Rhône, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

**Article 2**

La présente décision ne dispense pas du respect des obligations auxquelles le plan présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets, permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

### Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'Autorité environnementale. Cette décision doit également figurer dans le dossier d'enquête publique ou le cas échéant de mise à disposition du public (article L. 123-19).

Fait à la Défense, le 21 décembre 2020

Le président de la formation d'Autorité environnementale  
du Conseil général de l'environnement  
et du développement durable,

signé

Philippe LEDENVIC

### **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale  
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer  
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
Autorité environnementale  
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 30 322  
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.

Direction Régionale des Douanes

13-2021-03-25-00008

Decision délégations 2021-6



Décision 2021/6 du directeur régional à AIX EN PROVENCE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*BRIVET Francois*

**Annexe I à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Décharge</b>	<b>Recouvrement</b>	<b>Rejet</b>	<b>Restitution</b>	<b>Réduction</b>
<b>VERDURON Samantha</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	60000	60000	60000	60000	60000

**Annexe II à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>DJERROUD Larbi</b>	0	0	0	0	8000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	0	0	0	0	8000
<b>LOUVET Karen</b>	0	0	0	0	8000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	0	0	0	0	8000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	0	0	0	0	4000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>VERDURON Samantha</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>BULOT Catherine</b>	0	0	0	0	8000
<b>GENEVET Martial</b>	0	0	0	0	8000
<b>BIZOT Guillaume</b>	0	0	0	0	8000
<b>CLAIRET Pascale</b>	0	0	0	0	8000
<b>SALVATORI Romain</b>	0	0	0	0	8000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	0	0	0	0	8000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	0	0	0	0	8000
<b>CLEMENT Severine</b>	0	0	0	0	8000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	0	0	0	0	8000
<b>LEVOYER Romain</b>	0	0	0	0	8000
<b>BROUCA Pascale</b>	0	0	0	0	8000
<b>CHAMAYOU Claire</b>	0	0	0	0	8000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>MERLE Laurent</b>	40000	40000	40000	40000	40000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	0	0	0	0	4000
<b>DELPY SCHEMMELE Magali</b>	0	0	0	0	4000
<b>MONNIN Christelle</b>	0	0	0	0	4000
<b>PEQUIGNOT Jean-Claude</b>	0	0	0	0	4000
<b>AVELLINO Christophe</b>	0	0	0	0	4000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	0	0	0	0	4000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	0	0	0	0	4000
<b>COURT Cecile</b>	0	0	0	0	4000
<b>DUFOUR David</b>	0	0	0	0	4000
<b>MANVILLE Luc</b>	0	0	0	0	4000
<b>ALBARET Olivier</b>	0	0	0	0	4000

<b>GAUTIER Herve</b>	0	0	0	0	4000
<b>PROTH Emmanuel</b>	0	0	0	0	4000
<b>PEYRAS Cecile</b>	0	0	0	0	4000
<b>YEKKEN Laurent</b>	0	0	0	0	4000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>DJERROUD Larbi</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOUVET Karen</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERONNE Isabelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERHEE Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERDURON Samantha</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BULOT Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BIZOT Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHABRE Nathalie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CLAIRET Pascale</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURNIER Fabienne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCIN Patricia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCIN Sylvie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LANDRU Valerie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MASCOT Noelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SALVATORI Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCHAGUENE Frederic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>WOLF Barbara</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOURDIN Celine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DEWASMES Cecile</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MEYER-SCHIEDT Christiane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMBE Karine</b>	10000	5000	1000	10000

<b>CLEMENT Severine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DA-ROS Serena</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FABRE Corinne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUERIOUN Mohamed</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LEFFAD Mariam</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LEVOYER Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MADOZ-VIDAL SICARD Annick</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POHIER Sophie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RICOUX Pierre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RIPERT Marina</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SERRES Frederic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SIARD Benjamin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VITALIS Celine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BROUCA Pascale</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CABOCHE Amandine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CHAMAYOU Claire</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COLSON Sylvie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCK Helene</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GESLIN Severine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HALLIER Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HIBON Roselyne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LOUIS Nicole</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NOBLET Thomas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NOIR Laurence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ODOUL Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PERONNET Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POIVRE Claudie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROTHAN Djalal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TUFFAL Jean-Luc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MERLE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	10000	5000	1000	10000

<b>BLANCHET Remy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BORDES Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASTRO Albin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DELPY SCHEMMELE Magali</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DREYER Christophe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GALERA Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GENCE Sophie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HELPER Brigitte</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAVAU Benjamin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LE MEUR Marianne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MANI Danielle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAOULIN David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	10000	5000	1000	10000
<b>OZENDA Mathieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PEQUIGNOT Jean-Claude</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PONZE Christine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TELMARD Anthony</b>	10000	5000	1000	10000
<b>URSULE Estelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VASTEL Eric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BRINGARD Gisele</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	10000	5000	1000	10000



<b>DARRIOULAT David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FELIX Magali</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GALLAND Emilien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PICOT Marie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	15000	7500	1500	15000
<b>YVAGNES Thierry</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CHAPOUAND Sylvain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>COURT Cecile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUFOUR David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DURAND Marc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GADAN Alain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LORENZO Benoit</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAIRE Pierre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MANVILLE Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PEJOUT Romain</b>	10000	5000	1000	10000

<b>PONCET Alexandre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VIAL Laurent</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VIGNAL Florence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BEHR Patrick</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUPUY Steven</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FABRE Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>KEO Carine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LECCE Georges</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LOUIS Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>THERY Kevin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOURDIN Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRARD Mel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HAROUN Steve</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	10000	5000	1000	10000

<b>MOMBEL Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOYANO David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PHAM Emmanuel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROLLAND Thierry</b>	10000	5000	1000	10000
<b>YEKKEN Laurent</b>	10000	5000	1000	10000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>DJERROUD Larbi</b>	24000	10000	43000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	10000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	10000	43000
<b>PERONNE Isabelle</b>	1500	7500	15000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	10000	43000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	10000	43000
<b>VERHEE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	15000	65000
<b>VERDURON Samantha</b>	35000	15000	65000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSQUET Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BULOT Catherine</b>	24000	10000	43000
<b>CHEMIN Pierre-Denis</b>	1500	7500	15000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	7500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Christine</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Geraldine</b>	1500	7500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	10000	43000
<b>JACOB Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MASSON Agnes</b>	1500	7500	15000
<b>NAVARRO Isabelle</b>	1500	7500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	7500	15000
<b>OUET Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>SEIGNOBOS Celine</b>	1500	7500	15000
<b>SPITERI Joel</b>	1500	7500	15000

<b>TSCHAN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VUOLO Wanda</b>	1500	7500	15000
<b>YNESTA Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	10000	43000
<b>DUGENY Philippe</b>	24000	10000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	7500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	7500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	10000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	10000	43000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	7500	15000
<b>DEWASMES Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>MEYER-SCHIEDT Christiane</b>	1500	7500	15000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBE Karine</b>	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Severine</b>	24000	10000	43000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	24000	10000	43000
<b>FABRE Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1500	7500	15000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	10000	43000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1500	7500	15000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>SIARD Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	15000	65000
<b>MERLE Laurent</b>	35000	15000	65000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	35000	15000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	7500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BORDES Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>CASTRO Albin</b>	1500	7500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	7500	15000

<b>DELPY SCHEMMEL Magali</b>	24000	10000	43000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	7500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GENCE Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	7500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1500	7500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	7500	15000
<b>MAOULIN David</b>	1500	7500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	10000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	7500	15000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>PEQUIGNOT Jean-Claude</b>	24000	10000	43000
<b>PONZE Christine</b>	1500	7500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>URSULE Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	1500	7500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	10000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1500	7500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	10000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	7500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	7500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	7500	15000
<b>GALLAND Emilien</b>	1500	7500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	7500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	7500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	7500	15000

<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	10000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>CHAPOUAND Sylvain</b>	1500	7500	15000
<b>COURT Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DUFOUR David</b>	24000	10000	43000
<b>DURAND Marc</b>	1500	7500	15000
<b>GADAN Alain</b>	1500	7500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	7500	15000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUET Claudius</b>	1500	7500	15000
<b>LORENZO Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MANVILLE Luc</b>	24000	10000	43000
<b>PEJOUT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>VIAL Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	10000	43000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	7500	15000
<b>BEHR Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	7500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSSIÈRE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>DUPUY Steven</b>	1500	7500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	7500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	10000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	7500	15000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	7500	15000

<b>LECCE Georges</b>	1500	7500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	10000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	7500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	7500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>GRARD Mel</b>	1500	7500	15000
<b>HAROUN Steve</b>	1500	7500	15000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>MOYANO David</b>	1500	7500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	10000	43000



**Annexe V à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>DJERROUD Larbi</b>	24000	10000	43000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	10000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	10000	43000
<b>PERONNE Isabelle</b>	1500	7500	15000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	10000	43000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	10000	43000
<b>VERHEE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	15000	65000
<b>VERDURON Samantha</b>	35000	15000	65000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSQUET Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BULOT Catherine</b>	24000	10000	43000
<b>CHEMIN Pierre-Denis</b>	1500	7500	15000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	7500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Christine</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Geraldine</b>	1500	7500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	10000	43000
<b>JACOB Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MASSON Agnes</b>	1500	7500	15000
<b>NAVARRO Isabelle</b>	1500	7500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	7500	15000
<b>OUET Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>SEIGNOBOS Celine</b>	1500	7500	15000
<b>SPITERI Joel</b>	1500	7500	15000

<b>TSCHAN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VUOLO Wanda</b>	1500	7500	15000
<b>YNESTA Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	10000	43000
<b>DUGENY Philippe</b>	24000	10000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	7500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	7500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	10000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	10000	43000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	7500	15000
<b>DEWASMES Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>MEYER-SCHIEDT Christiane</b>	1500	7500	15000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBE Karine</b>	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Severine</b>	24000	100000	43000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	24000	100000	43000
<b>FABRE Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1500	7500	15000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	10000	43000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1500	7500	15000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>SIARD Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	15000	65000
<b>MERLE Laurent</b>	35000	15000	65000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	35000	15000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	7500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BORDES Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>CASTRO Albin</b>	1500	7500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	7500	15000

<b>DELPY SCHEMMELE Magali</b>	24000	10000	43000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	7500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GENCE Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	7500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>LAVAU Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1500	7500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	7500	15000
<b>MAOULIN David</b>	1500	7500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	10000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	7500	15000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>PEQUIGNOT Jean-Claude</b>	24000	10000	43000
<b>PONZE Christine</b>	1500	7500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>URSULE Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	1500	7500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	10000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1500	7500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	10000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	7500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	7500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	7500	15000
<b>GALLAND Emilien</b>	1500	7500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	7500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	7500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	7500	15000

<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	10000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>CHAPOUAND Sylvain</b>	1500	7500	15000
<b>COURT Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DUFOUR David</b>	24000	10000	43000
<b>DURAND Marc</b>	1500	7500	15000
<b>GADAN Alain</b>	1500	7500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	7500	15000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUET Claudius</b>	1500	7500	15000
<b>LORENZO Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MANVILLE Luc</b>	24000	10000	43000
<b>PEJOUT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>VIAL Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	10000	43000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	7500	15000
<b>BEHR Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	7500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>DUPUY Steven</b>	1500	7500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	7500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	10000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	7500	15000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	7500	15000

<b>LECCE Georges</b>	1500	7500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	10000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	7500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	7500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>GRARD Mel</b>	1500	7500	15000
<b>HAROUN Steve</b>	1500	7500	15000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>MOYANO David</b>	1500	7500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	10000	43000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
DJERROUD Larbi	40000	40000
GUERIN QUERVELLE Sophie	40000	40000
LOUVET Karen	40000	40000
STAWIARSKI Laure	40000	40000
LAFERRIERE Pascal	40000	40000
FAIVRE Anne-Christel	40000	40000
VERDURON Samantha	40000	40000
ANASTASIO Veronique	40000	40000
MERLE Laurent	40000	40000
MIGLIETTA Daniel	40000	40000
BLANCHET Remy	40000	40000
BOUTHORS Jacques	40000	40000
CASAMAYOU Jean-Luc	40000	40000
DANIEL Xavier	40000	40000
DELPY SCHEMMEL Magali	40000	40000
DUMONT Baptiste	40000	40000
GENCE Sophie	40000	40000
JOUAULT Catherine	40000	40000
MANI Danielle	40000	40000
MONNIN Christelle	40000	40000
PEQUIGNOT Jean-Claude	40000	40000
PONZE Christine	40000	40000
URSULE Estelle	40000	40000
VASTEL Eric	40000	40000
AVELLINO Christophe	40000	40000
BANQUART Xavier	40000	40000
BRINGARD Gisele	40000	40000
CABALLERO Alphonse	40000	40000
DARRIOULAT David	40000	40000
DI DONATO Randy	40000	40000
GRESEQUE David	40000	40000
GUEDON Sylviane	40000	40000
PICOT Marie	40000	40000

<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	40000	40000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	40000	40000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	40000	40000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	40000	40000
<b>BARBOT Romain</b>	40000	40000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	40000	40000
<b>COURT Cecile</b>	40000	40000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	40000	40000
<b>DUFOUR David</b>	40000	40000
<b>HUELIN Arnaud</b>	40000	40000
<b>MAIRE Pierre</b>	40000	40000
<b>MANVILLE Luc</b>	40000	40000
<b>PEJOUT Romain</b>	40000	40000
<b>PONCET Alexandre</b>	40000	40000
<b>STUCK Mathieu</b>	40000	40000
<b>VIAL Laurent</b>	40000	40000
<b>ALBARET Olivier</b>	40000	40000
<b>BEHR Patrick</b>	40000	40000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	40000	40000
<b>BESCOND Stephane</b>	40000	40000
<b>BOLDIN Noelle</b>	40000	40000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	40000	40000
<b>DUPUY Steven</b>	40000	40000
<b>GAUTIER Herve</b>	40000	40000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	40000	40000
<b>LOUIS Sebastien</b>	40000	40000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	40000	40000
<b>PROTH Emmanuel</b>	40000	40000
<b>BOURDIN Sebastien</b>	40000	40000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	40000	40000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	40000	40000
<b>HAROUN Steve</b>	40000	40000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	40000	40000
<b>MOYANO David</b>	40000	40000
<b>PEYRAS Cecile</b>	40000	40000
<b>YEKKEN Laurent</b>	40000	40000

**Annexe VII à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>DJERROUD Larbi</b>	1500	7500	15000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>LOUVET Karen</b>	1500	7500	15000
<b>PERONNE Isabelle</b>	1000	5000	10000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	1500	7500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>VERHEE Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	1500	7500	15000
<b>VERDURON Samantha</b>	1500	7500	15000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1000	5000	10000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1000	5000	10000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>BOUSQUET Franck</b>	1000	5000	10000
<b>BULOT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>CHEMIN Pierre-Denis</b>	1000	5000	10000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1000	5000	10000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1000	5000	10000
<b>DUPREY Michel</b>	1000	5000	10000
<b>DURAND Christine</b>	1000	5000	10000
<b>GARCIA Yannick</b>	1000	5000	10000
<b>GARCIA Geraldine</b>	1000	5000	10000
<b>GENEVET Martial</b>	1500	7500	15000
<b>JACOB Gerard</b>	1000	5000	10000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1000	5000	10000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1000	5000	10000
<b>MASSON Agnes</b>	1000	5000	10000
<b>NAVARRO Isabelle</b>	1000	5000	10000
<b>NICOUD Amelie</b>	1000	5000	10000
<b>OUET Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1000	5000	10000
<b>PEERS Vanessa</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1000	5000	10000
<b>SEIGNOBOS Celine</b>	1000	5000	10000
<b>SPITERI Joel</b>	1000	5000	10000
<b>TSCHAN Jerome</b>	1000	5000	10000



<b>VACHER Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VUOLO Wanda</b>	1000	5000	10000
<b>YNESTA Laurence</b>	1000	5000	10000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	1500	7500	15000
<b>DUGENY Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>HALDY Francois</b>	1000	5000	10000
<b>HALLIER Chantal</b>	1000	5000	10000
<b>LARGEAU Francois</b>	1000	5000	10000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1000	5000	10000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1000	5000	10000
<b>MORO Didier</b>	1000	5000	10000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1000	5000	10000
<b>NICOLEAU Claire</b>	1500	7500	15000
<b>WATREMEZ Eric</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1000	5000	10000
<b>DEWASMES Cecile</b>	1000	5000	10000
<b>MEYER-SCHIEDT Christiane</b>	1000	5000	10000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBE Karine</b>	1000	5000	10000
<b>CLEMENT Severine</b>	1500	7500	15000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Corinne</b>	1000	5000	10000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1000	5000	10000
<b>LEVOYER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1000	5000	10000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1000	5000	10000
<b>SIARD Benjamin</b>	1000	5000	10000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>MERLE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	1500	7500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1000	5000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	1000	5000	10000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1000	5000	10000
<b>BORDES Virginie</b>	1000	5000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1000	5000	10000
<b>CASTRO Albin</b>	1000	5000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>DELPY SCHEMMELE Magali</b>	1500	7500	15000

<b>DREYER Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1000	5000	10000
<b>GALERA Julien</b>	1000	5000	10000
<b>GENCE Sophie</b>	1000	5000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1000	5000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1000	5000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	1000	5000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1000	5000	10000
<b>LAVAU Benjamin</b>	1000	5000	10000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1000	5000	10000
<b>MANI Danielle</b>	1000	5000	10000
<b>MAOULIN David</b>	1000	5000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1000	5000	10000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>PEQUIGNOT Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>PONZE Christine</b>	1000	5000	10000
<b>TELMARD Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>URSULE Estelle</b>	1000	5000	10000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	1000	5000	10000
<b>VASTEL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1000	5000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	1500	7500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	1000	5000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	1000	5000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>FELIX Magali</b>	1000	5000	10000
<b>GALLAND Emilien</b>	1000	5000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	1000	5000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1000	5000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	1000	5000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>PICOT Marie</b>	1000	5000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	1000	5000	10000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1000	5000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1000	5000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	1500	7500	15000

<b>YVAGNES Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>CHAPOUAND Sylvain</b>	1000	5000	10000
<b>COURT Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1000	5000	10000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DUFOUR David</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1000	5000	10000
<b>GADAN Alain</b>	1000	5000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	1000	5000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1000	5000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1000	5000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	1000	5000	10000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	5000	10000
<b>MAIRE Pierre</b>	1000	5000	10000
<b>MANVILLE Luc</b>	1500	7500	15000
<b>PEJOUT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>VIAL Laurent</b>	1000	5000	10000
<b>VIGNAL Florence</b>	1000	5000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1000	5000	10000
<b>BEHR Patrick</b>	1000	5000	10000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1000	5000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1000	5000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>DUPUY Steven</b>	1000	5000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	1000	5000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>FABRE Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	1000	5000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	1500	7500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1000	5000	10000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>KEO Carine</b>	1000	5000	10000
<b>LECCE Georges</b>	1000	5000	10000

<b>LOUIS Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1000	5000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1000	5000	10000
<b>THERY Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>BOURDIN Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1000	5000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1000	5000	10000
<b>GRARD Mel</b>	1000	5000	10000
<b>HAROUN Steve</b>	1000	5000	10000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1000	5000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1000	5000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1000	5000	10000
<b>MOYANO David</b>	1000	5000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>YEKKEN Laurent</b>	1500	7500	15000

**Annexe VIII à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>DJERROUD Larbi</b>	1500	7500	15000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>LOUVET Karen</b>	1500	7500	15000
<b>PERONNE Isabelle</b>	1000	5000	10000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	1500	7500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>VERHEE Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	1500	7500	15000
<b>VERDURON Samantha</b>	1500	7500	15000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1000	5000	10000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1000	5000	10000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>BOUSQUET Franck</b>	1000	5000	10000
<b>BULOT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>CHEMIN Pierre-Denis</b>	1000	5000	10000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1000	5000	10000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1000	5000	10000
<b>DUPREY Michel</b>	1000	5000	10000
<b>DURAND Christine</b>	1000	5000	10000
<b>GARCIA Geraldine</b>	1000	5000	10000
<b>GARCIA Yannick</b>	1000	5000	10000
<b>GENEVET Martial</b>	1500	7500	15000
<b>JACOB Gerard</b>	1000	5000	10000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1000	5000	10000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1000	5000	10000
<b>MASSON Agnes</b>	1000	5000	10000
<b>NAVARRO Isabelle</b>	1000	5000	10000
<b>NICOUD Amelie</b>	1000	5000	10000
<b>OUET Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1000	5000	10000
<b>PEERS Vanessa</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1000	5000	10000
<b>SEIGNOBOS Celine</b>	1000	5000	10000
<b>SPITERI Joel</b>	1000	5000	10000
<b>TSCHAN Jerome</b>	1000	5000	10000

<b>VACHER Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VUOLO Wanda</b>	1000	5000	10000
<b>YNESTA Laurence</b>	1000	5000	10000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	1500	7500	15000
<b>DUGENY Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>HALDY Francois</b>	1000	5000	10000
<b>HALLIER Chantal</b>	1000	5000	10000
<b>LARGEAU Francois</b>	1000	5000	10000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1000	5000	10000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1000	5000	10000
<b>MORO Didier</b>	1000	5000	10000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1000	5000	10000
<b>NICOLEAU Claire</b>	1500	7500	15000
<b>WATREMEZ Eric</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1000	5000	10000
<b>DEWASMES Cecile</b>	1000	5000	10000
<b>MEYER-SCHIEDT Christiane</b>	1000	5000	10000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBE Karine</b>	1000	5000	10000
<b>CLEMENT Severine</b>	1500	7500	15000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Corinne</b>	1000	5000	10000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1000	5000	10000
<b>LEVOYER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1000	5000	10000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1000	5000	10000
<b>SIARD Benjamin</b>	1000	5000	10000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>MERLE Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	1500	7500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1000	5000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	1000	5000	10000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1000	5000	10000
<b>BORDES Virginie</b>	1000	5000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1000	5000	10000
<b>CASTRO Albin</b>	1000	5000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>DELPY SCHEMMELE Magali</b>	1500	7500	15000

<b>DREYER Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1000	5000	10000
<b>GALERA Julien</b>	1000	5000	10000
<b>GENCE Sophie</b>	1000	5000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1000	5000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1000	5000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	1000	5000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1000	5000	10000
<b>LAVAU Benjamin</b>	1000	5000	10000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1000	5000	10000
<b>MANI Danielle</b>	1000	5000	10000
<b>MAOULIN David</b>	1000	5000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1000	5000	10000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>PEQUIGNOT Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>PONZE Christine</b>	1000	5000	10000
<b>TELMARD Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>URSULE Estelle</b>	1000	5000	10000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	1000	5000	10000
<b>VASTEL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1000	5000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	1500	7500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	1000	5000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	1000	5000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>FELIX Magali</b>	1000	5000	10000
<b>GALLAND Emilien</b>	1000	5000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	1000	5000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1000	5000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	1000	5000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>PICOT Marie</b>	1000	5000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	1000	5000	10000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1000	5000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1000	5000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	1500	7500	15000

<b>YVAGNES Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>CHAPOUAND Sylvain</b>	1000	5000	10000
<b>COURT Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1000	5000	10000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DUFOUR David</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1000	5000	10000
<b>GADAN Alain</b>	1000	5000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	1000	5000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1000	5000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1000	5000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	1000	5000	10000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	5000	10000
<b>MAIRE Pierre</b>	1000	5000	10000
<b>MANVILLE Luc</b>	1500	7500	15000
<b>PEJOUT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>VIAL Laurent</b>	1000	5000	10000
<b>VIGNAL Florence</b>	1000	5000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1000	5000	10000
<b>BEHR Patrick</b>	1000	5000	10000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1000	5000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1000	5000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>DUPUY Steven</b>	1000	5000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	1000	5000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>FABRE Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	1000	5000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	1500	7500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1000	5000	10000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>KEO Carine</b>	1000	5000	10000
<b>LECCE Georges</b>	1000	5000	10000



<b>LOUIS Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1000	5000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1000	5000	10000
<b>THERY Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>BOURDIN Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1000	5000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1000	5000	10000
<b>GRARD Mel</b>	1000	5000	10000
<b>HAROUN Steve</b>	1000	5000	10000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1000	5000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1000	5000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1000	5000	10000
<b>MOYANO David</b>	1000	5000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>YEKKEN Laurent</b>	1500	7500	15000



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

AIX EN PROVENCE, LE 25 MARS 2021

*DR Aix-en-Provence*  
6, BLD DU CHATEAU-DOUBLE CS 80437  
13098 AIX EN PROVENCE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : DEL MORAL Nathalie  
Téléphone : 09 70 27 91 09  
Télécopie : 04 42 59 46 58  
Mél : [dr-provence@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-provence@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2021/6 du directeur régional à AIX EN PROVENCE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional  
ORIGINAL SIGNE  
*BRIVET Francois*

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 18455</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 18478</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 26985</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 35626</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 36947</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 37478</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39940</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39965</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 40071</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40313</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 40507</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40581</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41146</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41287</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41339</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41351</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41405</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41611</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 41778</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 41808</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 42113</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 42211</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42558</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42723</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42780</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42980</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 43094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43173</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43299</b>	35000	15000	65000

<b>Matricule 43545</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 43694</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43893</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44551</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44755</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44944</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44959</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 45062</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 45202</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45416</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45468</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45531</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45585</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46073</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46265</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46326</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46563</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46579</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46709</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46713</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46721</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46723</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46830</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46862</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 47431</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50042</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50096</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50426</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50446</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50798</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51184</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51352</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51598</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 51616</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52129</b>	24000	10000	43000



<b>Matricule 52747</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52774</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52976</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 53040</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53301</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 53448</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54138</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54276</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54330</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54385</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54522</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54731</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54771</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54829</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54896</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 55120</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55781</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55929</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56060</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56156</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56160</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56283</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56361</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 56509</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56645</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56762</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56794</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57194</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57539</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57664</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57687</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57742</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57784</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57804</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57853</b>	35000	15000	65000

<b>Matricule 57870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58012</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58022</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58103</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58112</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58345</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58361</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 58387</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 58519</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58792</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58959</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59139</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59161</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59370</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59394</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59931</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60011</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60048</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60127</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 60540</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60656</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60786</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61028</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61796</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61914</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62134</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62172</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62514</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62638</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63158</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63206</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 63308</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63314</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63428</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63454</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63528</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63534</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63796</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63812</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63830</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63966</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63970</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63986</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64006</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64010</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64014</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64080</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64096</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64222</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64308</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64704</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64802</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64852</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65380</b>	1500	7500	15000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional  
*BRIVET Francois*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

### Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

#### **En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 18455	1000	5000	10000
Matricule 18478	1500	7500	15000
Matricule 26985	1000	5000	10000
Matricule 35626	1000	5000	10000
Matricule 36947	1000	5000	10000
Matricule 37478	1000	5000	10000
Matricule 39940	1000	5000	10000
Matricule 39965	1500	7500	15000
Matricule 40071	1000	5000	10000
Matricule 40313	1500	7500	15000
Matricule 40507	1000	5000	10000
Matricule 40581	1000	5000	10000
Matricule 41146	1000	5000	10000
Matricule 41287	1000	5000	10000
Matricule 41339	1500	7500	15000
Matricule 41351	1000	5000	10000
Matricule 41405	1000	5000	10000
Matricule 41611	1500	7500	15000
Matricule 41778	1500	7500	15000
Matricule 41808	1500	7500	15000
Matricule 42113	1500	7500	15000
Matricule 42211	1000	5000	10000
Matricule 42558	1000	5000	10000
Matricule 42723	1000	5000	10000
Matricule 42780	1000	5000	10000
Matricule 42980	1500	7500	15000
Matricule 43094	1000	5000	10000
Matricule 43173	1000	5000	10000
Matricule 43299	1500	7500	15000
Matricule 43545	1500	7500	15000

<b>Matricule 43694</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 43893</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 44551</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 44755</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 44944</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 44959</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45062</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45202</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 45416</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 45468</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 45531</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 45585</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46073</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46265</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46326</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46563</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46579</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46620</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46622</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46709</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46713</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46721</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46723</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46830</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46862</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47431</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50042</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50096</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50348</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50406</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50426</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50446</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50798</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51184</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51352</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51414</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51598</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51616</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51706</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52046</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52094</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52129</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52747</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 52774</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52976</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53040</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53194</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53240</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53301</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53448</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53706</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54138</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54276</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54330</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54385</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54406</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54522</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54731</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54771</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54829</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54896</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55120</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55492</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55658</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55781</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55804</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55929</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56060</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56092</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56156</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56160</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56283</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56361</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56509</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56645</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56762</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57539</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57664</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57687</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57742</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57784</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57853</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57870</b>	1000	5000	10000



<b>Matricule 58012</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58022</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58103</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58112</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58345</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58361</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58387</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58519</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58792</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58959</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59016</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59139</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59161</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59348</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59370</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59394</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59658</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59870</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59918</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59931</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60011</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60046</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60048</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60127</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60540</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60622</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60656</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60716</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60786</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61028</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61350</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61796</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61914</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61984</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62046</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62134</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62172</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62442</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62514</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62638</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63158</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63206</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63308</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 63314</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63428</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63454</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63528</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63534</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63620</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63794</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63796</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63812</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63830</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63966</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63970</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63986</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64006</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64010</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64014</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64080</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64096</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64222</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64308</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64690</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64704</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64802</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64852</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64918</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65008</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65380</b>	1000	5000	10000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/6 du 25 mars 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-09-00002

Arrêté portant subdélégation de signature en  
matières financière et comptable au sein de la  
direction départementale de la sécurité publique  
des Bouches-du-Rhône



*Direction départementale de la sécurité publique des Bouches-du Rhône*

---

**Arrêté portant subdélégation de signature en matières financière et comptable au sein de la direction départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône pris en application de l'arrêté préfectoral n° 13-2021- 03-24-00006 du 24 mars 2021**

---

VU la loi organique n° 01-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

VU le code des marchés publics ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits des communes, des départements et des régions ;

VU la loi 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, article 84 ;

VU le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 modifié relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

VU le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié, relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2008-633 du 27 juin 2008 relatif à l'organisation déconcentrée de la direction centrale de la sécurité publique ;

VU le décret n° 2010-1295 du 28 octobre 2010 modifiant le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2010-1298 du 28 octobre 2010 portant attribution de produits au budget du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 28 octobre 2010 portant application de l'article 2 du décret n° 97-199 du 5 mars 1997 modifié relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 modifié, relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté conjoint du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État du 28 octobre 2010 fixant le montant des remboursements de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie ;

VU l'arrêté du 16 février 2021 du ministère de l'intérieur nommant Mme Virginie BRUNNER en qualité, de contrôleuse générale des services actifs de la police nationale, directrice départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône, commissaire central de Marseille ;

VU l'arrêté du 19 mars 2021 du ministère de l'intérieur nommant M. Frédéric PIZZINI, commissaire divisionnaire de police en qualité de directeur départemental adjoint de la sécurité des Bouches-du-Rhône et commissaire central adjoint à Marseille ;

VU la circulaire du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales du 8 novembre 2010 relative à la facturation de certains services d'ordre ;

VU la circulaire du 29 décembre 2016 relative à la modernisation du cadre de gestion des crédits hors titre 2 du programme 176 ;

VU l'instruction du directeur général de la police nationale du 28 décembre 2015 relative à l'organisation des services territoriaux de la direction centrale de la sécurité publique ;

VU la note de service n°06 du 18 février 2021 relative à l'organisation et au fonctionnement des directions zonales de la sécurité publique (DZSP) ;

VU la décision du 19 janvier 2017 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 0176 Police Nationale ;

VU l'arrêté préfectoral n°13-2021-03-24-00006 du 24 mars 2021 portant délégation de signature en matière financière et comptable du préfet de police des Bouches-du-Rhône à Mme Virginie BRUNNER, contrôleur général des services actifs de la police nationale, directrice départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône, commissaire central de Marseille ;

VU le contrat de services du 31 janvier 2018 fixant les obligations réciproques entre le délégant (la préfecture de police des Bouches-du-Rhône) et le délégataire (le SGAMI Sud) ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°13-2021-03-24-00006 du 24 mars 2021 portant délégation de signature en matière financière et comptable du préfet de police des Bouches-du-Rhône à Mme Virginie BRUNNER en qualité, de contrôleur général des services actifs de la police nationale, directrice départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône, commissaire central de Marseille, subdélégation de signature est donnée à : M. Luc-Didier MAZOYER, inspecteur général, directeur zonal de la sécurité publique sud ; Mme Alexia BURGEVIN, commissaire divisionnaire, chef de l'état-major de zone ; Mme Christine BILLAUDEL, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe du service zonal de gestion opérationnelle et Mme Audrey BORGIO, attachée hors classe d'administration de l'Etat, cheffe adjointe du service zonal de gestion opérationnelle de la direction zonale de la sécurité publique Sud, à l'effet de signer dans le cadre de l'exécution des budgets du BOP zonal n° 7, mission sécurité, programme police nationale 176, l'ensemble des actes et engagements juridiques tels que définis à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté précité, dans la limite de leurs attributions.

### Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BILLAUDEL et/ou de Mme Audrey BORGIO, la subdélégation qui lui est conférée par le présent arrêté sera exercée par M. Jean-Pierre FALCHI, attaché d'administration de l'Etat, chef du bureau de la logistique du service zonal de gestion opérationnelle de la direction zonale de la sécurité publique Sud, dans la limite de ses attributions.

### Article 3

Dans le cadre de l'exécution du programme 176, subdélégation de signature est donnée aux gestionnaires budgétaires de la DDSP13 dont la liste est jointe en annexe 1 du présent arrêté, afin de saisir les demandes d'achat dans CHORUS formulaires, de les valider le cas échéant et de constater le service fait.

Autorisation est donnée aux agents de la DDSP13 détenteurs d'une carte achat de niveau 1 et/ou de niveau 3 d'effectuer des commandes et d'attester du service fait, en respectant le plafond par achat qui lui est alloué, et selon la liste jointe en annexe 2 du présent arrêté.

Le détenteur de la carte achat n'est pas autorisé à :

- réaliser des achats auprès de fournisseurs titulaires de marchés publics en dehors des fournitures non prévues dans ces marchés ;
- déroger à la règle des marchés publics, en achetant des fournitures ou services faisant l'objet d'un marché à un fournisseur autre que le titulaire du marché (achat de fourniture de bureau en grande surface ou sur des sites commerciaux).

**Article 4**

Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.

**Article 5**

La cheffe du service de gestion opérationnelle de la direction départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône est chargée, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et de la préfecture de police des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 9 avril 2021

La directrice départementale de la sécurité  
publique des Bouches-du-Rhône

*signé*

Virginie BRUNNER

ANNEXE 1

Liste de gestionnaires / valideurs CHORUS FORMULAIRE  
BOP Zonal

DDSP 13

Nom	Prénom	saisie	validation
GALZI	MARTINE	O	O
EGIZIANO	AGNES	O	O
MERAUT	SABINE	O	O
SARRAUD	ANNIE-CLAUDE	O	O
RONFLE	DAVID	O	O

La directrice départementale de la sécurité publique  
des Bouches-du-Rhône

*signé*

Virginie BRUNNER



<b>LISTE DES TITULAIRES DE CARTE ACHAT DDSP 13</b>
--

TITULAIRES CARTE ACHAT niveau 1	PLAFOND CARTE ACHAT
Luc-Didier MAZOYER	4 000 €
Alexia BURGEVIN	1 000 €
Virginie BRUNNER	4 000 €
Frédéric PIZZINI, CCM	2 000 €
Karine PARAVISINI, chef état-major départemental	1 000 €
Christine BILLAUDEL, chef SZGO dont BDSIT	1 000 €
Alain BRAUD, chef SZRT	1 000 €
David BRUGERE, chef SD	2 000 €
Ronan PERES, chef SOPS	2 000 €
Patrick LONGUET, chef division nord	2 000 €
Stéphane BRUNONI, chef division centre	2 000 €
Jean-Michel HORNUS, chef division Sud	2 000 €
Catherine LENZI, chef CSP Aubagne	500 €
Grégory PETRI, chef CSP La Ciotat	500 €
Charlotte MUNINGER, chef CSP Vitrolles	500 €
Anne VALLA, chef CSP Arles	1 000 €
Jean-Paul PICHARD, chef CISP Beaucaire Tarascon	500 €
Nancy ROSENTECH, chef CSP Istres	500 €
Christophe DAGAUD, chef CSP Salon	500 €
Marion GUASTALLI	1 200 €
Fabien FACCIOTTI	2 000 €
Marc VICIDOMINI	2 000 €
Britt ARNAUD	2 000 €
Frédéric VARGAS	8 000 €
Eric ANGEI	25 000 €
Joseph DI PIETRANTONIO	10 000 €

<b>TITULAIRES CARTE ACHAT niveau 3</b>
--

<b>LYRECO / UGAP</b>
----------------------

Martine GALZI	219 000 €
<b>petites fournitures pour l'entretien des sites immobiliers de la DDSP 13</b>	
Marc VICIDOMINI	4 000 €
Britt ARNAUD	4 000 €

La directrice départementale de la sécurité publique  
des Bouches-du-Rhône

*signé*

Virginie BRUNNER

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-08-00006

Arrêté

modifiant l'arrêté n° 21-13-0147 du 15/01/2021  
portant habilitation de l'établissement  
secondaire de la société dénommée « POMPES  
FUNEBRES ARCHANGE » sis à MARSEILLE (13010)  
dans le domaine funéraire



**Bureau des Elections et de la Réglementation  
DCLE/BER/FUN/2021/N°**

---

**Arrêté**  
**modifiant l'arrêté n° 21-13-0147 du 15/01/2021 portant habilitation de l'établissement**  
**secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES ARCHANGE » sis à**  
**MARSEILLE (13010) dans le domaine funéraire**

---

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), (notamment les articles L2223-19 et L2223-23) ;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005 relative aux opérations funéraires (article 1 - § IV) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret susvisé ;

Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 15 janvier 2021 portant habilitation sous le n° 21-13-0147 de l'établissement secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES ARCHANGE » sis 5 Rue d'Algésiras à MARSEILLE (13010) dans le domaine funéraire jusqu'au 15 janvier 2026 ;

Vu la demande électronique du 05 mars 2021 de Madame Marie-Thérèse CHEVALIER, gérante, sollicitant la modification de l'habilitation funéraire susvisée, consécutivement au changement d'adresse de l'établissement ;

Considérant l'extrait Kbis délivré le 02 mars 2021 par le Greffe du Tribunal de Commerce de Marseille attestant du changement d'adresse de l'établissement POMPES FUNEBRES ARCHANGE désormais situé au 38 boulevard Mireille Lauze à Marseille (13010) ;

Considérant que l'entreprise susvisée est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## ARRETE

Article 1<sup>er</sup>: L'établissement secondaire de la société dénommée « POMPES FUNEBRES ARCHANGE » sis 38 Boulevard Mireille Lauze à MARSEILLE (13010) exploité par Mme Marie-Thérèse CHEVALIER, gérante, est habilité sous le n° 21-13-0147 à compter de la date du présent arrêté, pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

→ **Jusqu'au 15 janvier 2026**

- organisation des obsèques
- fourniture des housses, de cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- transport de corps avant mise en bière
- transport de corps après mise en bière
- fourniture de corbillards
- fourniture de voitures de deuil
- fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Le reste sans changement

Article 2: La présente habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée par le préfet du département où les faits auront été constatés, conformément aux dispositions de l'article L2223-25 du code général des collectivités territoriales, pour les motifs suivants :

- 1° non-respect des dispositions du code général des collectivités territoriales auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L 2223-23,
- 2° non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- 3° atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégué, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

Article 3: La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ; d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 4: La Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à MARSEILLE, le 08 avril 2021

Pour le Préfet  
La Cheffe de la Mission Réglementation

SIGNE

Sabrina DJOURI

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-12-00001

Arrêté n°71-2021 du 12 avril 2021  
déclarant l'état de vigilance sécheresse  
sur l'ensemble du département des  
Bouches-du-Rhône

**Bureau des Installations et Travaux  
Réglementés pour la Protection des Milieux**

**Arrêté n°71-2021 du 12 avril 2021  
déclarant l'état de vigilance sécheresse  
sur l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône**

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.211-3, L.215-7 à L.215-13, R.211-66 à R.211-70 et R.216-9,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2215-1,

**VU** le code de la santé publique,

**VU** le code civil et notamment les articles 640 à 645,

**VU** le code de procédures pénales,

**VU** la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique,

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015 pour la période 2016-2021,

**VU** l'arrêté cadre n°2019-127 du 23 juillet 2019 approuvant le Plan d'action sécheresse du département des Bouches-du-Rhône,

**VU** les dernières données hydrométriques produites par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Office Français de la Biodiversité,

**CONSIDÉRANT** la situation météorologique et la cinétique de tarissement des cours d'eau,

**APRÈS** consultation du comité départemental de vigilance sécheresse effectuée par voie dématérialisée le 31 mars 2021,

**SUR** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,

**ARRÊTE**

**Article 1 : objet**

Le département des Bouches-du-Rhône passe en état de vigilance sécheresse.

.../...

## **Article 2 : recommandations générales pour les usages de l'eau**

Le passage en vigilance de l'ensemble du département implique que chaque catégorie d'usagers doit porter une attention particulière à ses besoins en eau et limiter au strict nécessaire sa consommation.

Il s'agit notamment de :

- restreindre les usages secondaires (nettoyage des voitures, lavages extérieurs. . .),
- réduire le lavage des voies et trottoirs au strict nécessaire de salubrité,
- réduire les consommations d'eau domestique,
- procéder à des arrosages modérés des espaces verts,
- adapter les plantations aux conditions climatiques de la région,
- anticiper sur les éventuelles restrictions futures.

## **Article 3 : contrôles et sanctions**

Tout assec de cours d'eau en aval immédiat de prises de dérivation ou à proximité de prélèvements par pompage en nappe d'accompagnement, et ce quel que soit le stade de sécheresse reconnu, constitue une infraction qui donnera lieu à constatation.

## **Article 4 : durée d'application**

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral sont applicables dès sa publication.

La levée du stade de vigilance se fait simultanément pour l'ensemble du département.

La validité du présent arrêté est limitée au 15 octobre 2021, sous réserve d'un arrêté préfectoral de prorogation.

## **Article 5 : publication**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et une copie sera déposée dans les mairies du département et pourra y être consultée.

## **Article 6 : exécution**

Mme la secrétaire générale de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, Mme la sous-préfète d'Arles, MM. les sous-préfets d'Aix-en-Provence et d'Istres, Mmes et MM. les maires des communes du département, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône, Mme la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes, M. le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, Mme la directrice départementale de la protection des populations, M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours, M. le commandant du groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 12 avril 2021

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale

*signé*

Juliette TRIGNAT

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-02-00007

creation auto-ecole RICHARD, n° E2101300030,  
monsieur David BENHAIM, 319 BOULEVARD  
ROMAIN ROLLAND  
13010 MARSEILLE





**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :  
POLICE ADMINISTRATIVE  
ET RÉGLEMENTATION

**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

A R R Ê T É  
PORTANT CRÉATION  
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT  
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR  
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE  
SOUS LE N° **E 21 013 0003 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.212-1, R.213-1 à R.213-9, R. 411-10 à R. 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°**2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001 modifié**, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001 modifié**, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n°**1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle "responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite" ;

**Vu** la demande d'agrément formulée le **02 février 2021** par **Monsieur David BENHAIM** ;

**Considérant** la conformité des pièces produites par **Monsieur David BENHAIM** à l'appui de sa demande constatée le **12 février 2021** ;

**Considérant** les constatations effectuées le **23 mars 2021** par le rapporteur désigné par le Préfet des Bouches-du-Rhône ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

## A R R Ê T E :

**ART. 1** : Monsieur David BENHAIM , demeurant 151 Boulevard Paul Claudel 13010 MARSEILLE, est autorisé à exploiter, en qualité de représentant légal de la SARL " **AUTO-ECOLE RICHARD** ", l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

### **AUTO-ECOLE RICHARD 319 BOULEVARD ROMAIN ROLLAND 13010 MARSEILLE**

( les droits des tiers étant expressément sauvegardés ) ;

**ART. 2** : Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national des auto-écoles sous le n° **E 21 013 0003 0**. Sa validité expire le **23 mars 2026**.

**ART. 3** : Monsieur David BENHAIM, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 10 013 0058 0** délivrée le **18 août 2020** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désigné en qualité de responsable pédagogique.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

**~ B ~ B1 ~ AAC ~ AM ~ A1 ~ A2 ~ A ~**

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne ( REMC ) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

**ART. 4** : L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

**ART. 5** : Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **deux mois** avant la date d'expiration. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

**ART. 6** : Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

**ART. 7** : Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

**ART. 8** : Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

.../...

**ART. 9 :** L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

**ART. 10 :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ART. 11 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame la Contrôleuse Générale, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

02 AVRIL 2021

POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-03-15-00026

fermeture auto-ecole OZ, n° E0301360290,  
monsieur Franck ARNAUD, 02 CHEMIN DE  
BOULE 13111 COUDOUX



**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**A R R Ê T É**  
**PORTANT FERMETURE**  
**D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**  
**DE LA CONDUITE AUTOMOBILE**  
**AGRÉÉ SOUS LE N°**  
**E 03 013 6029 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du **04 avril 2016**, autorisant **Monsieur Franck ARNAUD** à exploiter un établissement d'enseignement de la conduite automobile ;

**Considérant** l'absence de demande de renouvellement dans les délais réglementaires ;

**Considérant** le courrier RAR n°2C13618685439 du **03 février 2021** adressé à **Monsieur Franck ARNAUD** au siège de l'auto-école l'invitant à présenter, **sous quinze jours**, ses observations sur la situation exacte de son établissement ;

Considérant le message électronique du **15 février 2021** transmis par **Monsieur Franck ARNAUD** indiquant son intention de ne pas solliciter le renouvellement de son agrément au delà du 15 mars 2021 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches du Rhône ;

.../...

**A T T E S T E Q U E :**

**Art. 1 :** L'agrément autorisant **Monsieur Franck ARNAUD** à exploiter l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après dénommé :

**AUTO-ECOLE OZ  
02 CHEMIN DE BOULE  
13111 COUDOUX**

est abrogé à compter du **15 mars 2021**.

**Art. 2 :** La présente décision est enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

**Art. 3 :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 4 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame la contrôlease générale, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

**15 MARS 2021**  
POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-02-00005

fermeture auto-ecole RICHARD, n° E0601311940,  
monsieur Richard BENHAIM, 319 BOULEVARD  
ROMAIN ROLLAND  
13009 MARSEILLE



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :  
POLICE ADMINISTRATIVE  
ET RÉGLEMENTATION

**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**A R R Ê T É**  
**PORTANT FERMETURE**  
**D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**  
**DE LA CONDUITE AUTOMOBILE**  
**AGRÉÉ SOUS LE N°**  
**E 06 013 1194 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du **07 novembre 2016**, autorisant **Monsieur Richard BENHAIM** à exploiter un établissement d'enseignement de la conduite automobile ;

**Considérant** la déclaration de cessation d'activité formulée le **29 février 2021** par **Monsieur Richard BENHAIM** ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches du Rhône ;

.../...



## **A T T E S T E Q U E :**

**Art. 1 :** L'agrément autorisant **Monsieur Richard BENHAIM** à exploiter l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après dénommé :

### **AUTO-ECOLE RICHARD 319 BOULEVARD ROMAIN ROLLAND 13009 MARSEILLE**

est abrogé à compter du **23 mars 2021**.

**Art. 2 :** La présente décision est enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

**Art. 3 :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 4 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame la contrôleuse générale, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

**02 AVRIL 2021**  
POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-03-24-00013

renouvellement auto-école INRIS AIX CENTRE, n°  
E0301361710, monsieur Frederick LELIEVRE, 15  
RUE MIGNET  
13100 AIX-EN-PROVENCE



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :  
POLICE ADMINISTRATIVE  
ET RÉGLEMENTATION

**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**A R R Ê T É**  
**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT  
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT  
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR  
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**  
**SOUS LE N° E 03 013 6171 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite » ;

**Vu** l'agrément préfectoral délivré le **17 mai 2017** autorisant **Monsieur Frédérick LELIEVRE** à enseigner la conduite automobile au sein de son établissement ;

**Considérant** la demande de renouvellement d'agrément formulée le **22 décembre 2020** par **Monsieur Frédérick LELIEVRE** ;

**Considérant** la conformité des pièces produites par **Monsieur Frédérick LELIEVRE** le **18 mars 2021** à l'appui de sa demande ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

## A R R Ê T E :

**ART. 1 :** Monsieur Frédéric LELIEVRE, demeurant 3 Allée Théodore Aubanel 13410 LAMBESC, est autorisé à exploiter, en qualité de représentant légal de la "MED-FC", l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

### **AUTO-ECOLE INRI'S AIX CENTRE 15 RUE MIGNET 13100 AIX-EN-PROVENCE**

( les droits des tiers étant expressément sauvegardés ) ;

**ART. 2 :** Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national Rafael sous le n°. **E 03 013 6171 0**. Sa validité expire le **18 mars 2026**.

**ART. 3 :** Monsieur Frédéric LELIEVRE, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 02 013 0676 0** délivrée le **20 janvier 2021** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désigné en qualité de responsable pédagogique.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

**~ B ~ B1 ~ AAC ~ AM ~ A1 ~ A2 ~ A ~**

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne ( REMC ) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

**ART. 4 :** L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

**ART. 5 :** Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **au plus tard, deux mois avant la date d'expiration**. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

**ART. 6 :** Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

**ART. 7 :** Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

**ART. 8 :** Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

**ART. 9 :** L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

.../...

**ART. 10 :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ART. 11 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame la Contrôleuse Générale, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

**24 MARS 2021**

POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-03-24-00014

renouvellement auto-ecole INRIS AIX JOURDAN,  
monsieur Frederick LELIEVRE, n° E1201363720, 4  
RUE ANATOLE FRANCE  
13100 AIX-EN-PROVENCE



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :  
POLICE ADMINISTRATIVE  
ET RÉGLEMENTATION

**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**A R R Ê T É**  
**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT  
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT  
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR  
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**  
**SOUS LE N° E 12 013 6372 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite » ;

**Vu** l'agrément préfectoral délivré le **17 mai 2017** autorisant **Monsieur Frédérick LELIEVRE** à enseigner la conduite automobile au sein de son établissement ;

**Considérant** la demande de renouvellement d'agrément formulée le **22 décembre 2020** par **Monsieur Frédérick LELIEVRE** ;

**Considérant** la conformité des pièces produites par **Monsieur Frédérick LELIEVRE** le **18 mars 2021** à l'appui de sa demande ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

## A R R Ê T E :

**ART. 1** : Monsieur Frédéric LELIEVRE, demeurant 3 Allée Théodore Aubanel 13410 LAMBESC, est autorisé à exploiter, en qualité de représentant légal de la "MED-FC", l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

### **AUTO-ECOLE INRI'S AIX JOURDAN 4 RUE ANATOLE FRANCE 13100 AIX-EN-PROVENCE**

( les droits des tiers étant expressément sauvegardés ) ;

**ART. 2** : Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national Rafael sous le n°. **E 12 013 6372 0**. Sa validité expire le **18 mars 2026**.

**ART. 3** : Monsieur Frédéric LELIEVRE, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 02 013 0676 0** délivrée le **20 janvier 2021** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désigné en qualité de responsable pédagogique.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

**~ B ~ B1 ~ AAC ~ AM ~ A1 ~ A2 ~ A ~**

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne ( REMC ) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

**ART. 4** : L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

**ART. 5** : Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **au plus tard, deux mois avant la date d'expiration**. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

**ART. 6** : Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

**ART. 7** : Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

**ART. 8** : Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

**ART. 9** : L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

.../...



**ART. 10 :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ART. 11 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame la Contrôleuse Générale, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

**24 MARS 2021**

POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-03-15-00025

renouvellement auto-ecole LAFONT, n°  
E1601300080, madame Audrey CARBONELL, 79  
BOULEVARD JEAN JAURÈS 13300  
SALON-DE-PROVENCE



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :  
POLICE ADMINISTRATIVE  
ET RÉGLEMENTATION

**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**A R R Ê T É**  
**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT  
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT  
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR  
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**  
**SOUS LE N° E 16 013 0008 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite » ;

**Vu** l'agrément préfectoral délivré le **14 juin 2016** autorisant **Madame Audrey CARBONELL** à enseigner la conduite automobile au sein de son établissement ;

**Considérant** la demande de renouvellement d'agrément formulée le **09 mars 2021** par **Madame Audrey CARBONELL** ;

**Considérant** la conformité des pièces produites par **Madame Audrey CARBONELL** le **09 mars 2021** à l'appui de sa demande ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

## A R R Ê T E :

**ART. 1** : Madame Audrey CARBONELL, demeurant 104 Rue Pierre WALDECK ROUSSEAU 13300 SALON-DE-PROVENCE, est autorisée à exploiter, à titre personnel, l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

### **AUTO-ECOLE LAFONT 79 BOULEVARD JEAN JAURÈS 13300 SALON-DE-PROVENCE**

( les droits des tiers étant expressément sauvegardés ) ;

**ART. 2** : Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national Rafael sous le n°. **E 16 013 0008 0**. Sa validité expire le **09 mars 2026**.

**ART. 3** : Madame Audrey CARBONELL, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 15 013 0032 0** délivrée le **12 mars 2020** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désignée en qualité de responsable pédagogique.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

**~ B ~ B1 ~ AAC ~**

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne ( REMC ) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

**ART. 4** : L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

**ART. 5** : Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **au plus tard, deux mois avant la date d'expiration**. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

**ART. 6** : Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

**ART. 7** : Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

**ART. 8** : Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

**ART. 9** : L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

.../...

**ART. 10 :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ART. 11 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame la Contrôleuse Générale, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

**15 MARS 2021**

POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

**Signé**

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-02-00006

renouvellement auto-ecole SAINT-ANTOINE, n°  
E0301377100, monsieur Denis BASCOU, 62  
AVENUE DE SAINT-ANTOINE  
13015 MARSEILLE



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :  
POLICE ADMINISTRATIVE  
ET RÉGLEMENTATION

**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**A R R Ê T É**  
**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT  
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT  
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR  
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**  
**SOUS LE N° E 03 013 7710 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite » ;

**Vu** l'agrément préfectoral délivré le **02 juin 2016** autorisant **Monsieur Denis BASCOU** à enseigner la conduite automobile au sein de son établissement ;

**Considérant** la demande de renouvellement d'agrément formulée le **24 mars 2021** par **Monsieur Denis BASCOU** ;

**Considérant** la conformité des pièces produites par **Monsieur Denis BASCOU** le **24 mars 2021** à l'appui de sa demande ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

## A R R Ê T E :

**ART. 1** : Monsieur Denis BASCOU, demeurant 8 Traverse Notre Dame de Bon Secours 13003 MARSEILLE, est autorisé à exploiter, en qualité de représentant légal de la SARL " **AUTO-ECOLE SAINT-ANTOINE** ", l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

### **AUTO-ECOLE SAINT-ANTOINE 62 AVENUE DE SAINT-ANTOINE 13015 MARSEILLE**

( les droits des tiers étant expressément sauvegardés ) ;

**ART. 2** : Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national Rafael sous le n° : **E 03 013 7710 0**. Sa validité expire le **24 mars 2026**.

**ART. 3** : Monsieur Denis BASCOU, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 02 013 0089 0** délivrée le **02 novembre 2016** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désigné en qualité de responsable pédagogique.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

**~ B ~ B1 ~ AAC ~**

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne ( REMC ) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

**ART. 4** : L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

**ART. 5** : Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **au plus tard, deux mois avant la date d'expiration**. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

**ART. 6** : Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

**ART. 7** : Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

**ART. 8** : Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

**ART. 9** : L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

.../...



**ART. 10 :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ART. 11 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame la Contrôleuse Générale, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

*02 AVRIL 2021*

POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-04-09-00005

renouvellement auto-ecole VOLTAIRE, n°  
E0301361030, madame Eliane ARACIL, 172  
BOULEVARD VOLTAIRE 13821 LA PENNE SUR -  
HUVEAUNE



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ :  
POLICE ADMINISTRATIVE  
ET RÉGLEMENTATION

**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**A R R Ê T É**

**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT  
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT  
DE LA CONDUITE DES VÉHICULES À MOTEUR  
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

**SOUS LE N° E 03 013 6103 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001** modifié, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001** modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **1603210A** du **13 avril 2016** relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite » ;

**Vu** l'agrément préfectoral délivré le **17 juin 2016** autorisant **Madame Eliane ARACIL** à enseigner la conduite automobile au sein de son établissement ;

**Considérant** la demande de renouvellement d'agrément formulée le **01 avril 2021** par **Madame Eliane ARACIL** ;

**Considérant** la conformité des pièces produites par **Madame Eliane ARACIL** le **01 avril 2021** à l'appui de sa demande ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

## A R R Ê T E :

**ART. 1 :** Madame Eliane ARACIL, demeurant 1 Impasse de la Poterie – St Mitre – 13400 AUBAGNE, est autorisée à exploiter, à titre personnel, l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après désigné :

### **AUTO-ECOLE VOLTAIRE 172 BOULEVARD VOLTAIRE 13821 LA PENNE – SUR - HUVEAUNE**

( les droits des tiers étant expressément sauvegardés ) ;

**ART. 2 :** Cet établissement d'enseignement de la conduite est enregistré au fichier national Rafael sous le n°. **E 03 013 6103 0**. Sa validité expire le **01 avril 2026**.

**ART. 3 :** Madame Eliane ARACIL, titulaire de l'autorisation d'enseigner n° **A 02 013 0033 0** délivrée le **01 avril 2021** par le Préfet des Bouches-du-Rhône, est désignée en qualité de responsable pédagogique.

Les types d'enseignement autorisés dans cet établissement sont :

**~ B ~ B1 ~ AAC ~**

Ils devront être conformes au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne ( REMC ) défini par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière.

**ART. 4 :** L'exploitant doit tenir à disposition du public les programmes de formation à la conduite définie par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière. Il est tenu d'afficher l'arrêté portant l'agrément de l'établissement.

**ART. 5 :** Il appartiendra à l'exploitant d'adresser au Préfet une demande de renouvellement de cet agrément, **au plus tard, deux mois avant la date d'expiration**. L'agrément dont le renouvellement aura été sollicité dans le délai et la forme prévus, sera maintenu provisoirement valide jusqu'à ce que le Préfet statue sur la demande.

**ART. 6 :** Toute transformation du local d'activité susceptible de modifier les plans initialement déposés, ainsi que tout changement de nature à altérer les termes de cet agrément, devront être signalés au service ayant délivré l'agrément.

**ART. 7 :** Avant tout transfert du local d'activité ou toute acquisition d'un local supplémentaire, l'exploitant devra adresser une demande d'agrément au Préfet, au moins **deux mois** avant la date du changement ou de la nouvelle acquisition.

**ART. 8 :** Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des autorités investies du contrôle de l'enseignement de la conduite automobile.

Il pourra être retiré si une des conditions mises à sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-conformité du programme de formation à la conduite prévue à l'article **L.213-4** du code de la route ou en cas de cessation définitive d'activité de l'établissement.

En cas d'urgence justifiée par les faits visés aux articles **L.213-3 et R.212-4** du code de la route, l'agrément pourra être suspendu pour une durée maximale de six mois.

**ART. 9 :** L'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

.../...

**ART. 10 :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ART. 11 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame la Contrôleuse Générale, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

*09 AVRIL 2021*

POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*

PIERRE INVERNON

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-03-25-00009

retrait auto-ecole SOLEIL CONDUITE -01, n°  
E1801300030, monsieur Romuald ROUSSEAU, Z.I.  
LES ESTROUBLANS  
22 BOULEVARD DE L EUROPE 13127 VITROLLES



**Bureau de la Circulation Routière**  
Pôle des Professions Réglementées  
de l'Education, de la Circulation Routières

**ARRÊTÉ**  
**PORTANT RETRAIT D'AGREMENT**  
**D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**  
**DE LA CONDUITE AUTOMOBILE**  
**AGRÉÉ SOUS LE N°**  
**E 18 013 0003 0**

**Vu** le code de la route et notamment les articles **L.213-1 à L.213-8, R.211-2, R.213-1 à R.213-9, R 411-10 à R 411-12** ;

**Vu** la loi n° **99-505** du **18 juin 1999** portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs ;

**Vu** le décret n° **2004-374** du **29 avril 2004** modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° **2015-1537** du **25 novembre 2015** portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100025A** du **08 janvier 2001 modifié**, créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté ministériel n° **0100026A** du **08 janvier 2001 modifié**, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du **23 avril 2018**, autorisant **Monsieur Romuald ROUSSEAU** à exploiter un établissement d'enseignement de la conduite automobile ;

**Considérant** les places d'examen du permis de conduire mises à la disposition de **Monsieur Romuald ROUSSEAU** pour cet établissement et non honorées depuis plusieurs semaines ;

**Considérant** le courrier RAR n° 2C13618685682 du **15 mars 2021** adressé à **Monsieur Romuald ROUSSEAU** au siège de l'auto-école l'invitant à présenter, **sous quinze jours**, ses observations sur la situation exacte de son établissement ;

**Considérant** l'absence de réponse de **Monsieur Romuald ROUSSEAU** au dit courrier, constatée le **23 mars 2021** par la mention " destinataire inconnu à l'adresse " apposée par les services postaux ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches du Rhône ;

.../...

## **A R R E T E :**

**Art. 1 :** L'agrément autorisant **Monsieur Romuald ROUSSEAU** à exploiter l'établissement d'enseignement de la conduite automobile ci-après dénommé :

**AUTO-ECOLE SOLEIL CONDUITE  
Z.I. LES ESTROUBLANS  
22 BOULEVARD DE L'EUROPE  
13127 VITROLLES**

est retiré à compter de la notification du présent arrêté.

**Art. 2 :** La présente décision est enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

**Art. 3 :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 4 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame la Contrôleuse Générale, Directrice Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat.

MARSEILLE LE

*25 MARS 2021*  
POUR LE PRÉFET  
LE CHEF DU BUREAU  
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

*Signé*  
PIERRE INVERNON



Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-03-31-00012

Decision de déclassement du domaine public  
PORT-DE-BOUC 31-03-2021

**DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC**

(Établie en deux exemplaires originaux)

Réf. SPA : PA2232-05

**SNCF Réseau**

Vu le code des transports, notamment son article L. 2111-21;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1,

Vu la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et notamment son article 25 portant dénomination de l'établissement « Réseau ferré de France » en « SNCF Réseau » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;

Vu le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau modifié par le décret n°2015-140 du 10 février 2015, notamment son article 50,

Vu l'Arrêté du Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 25 juin 2015 fixant les obligations d'information de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER) des projets de déclassement de la SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités,

Vu la délibération du conseil d'administration de SNCF Réseau en date du 22 juillet 2015 portant délégation de pouvoirs à son président et fixant les conditions générales des délégations au sein de SNCF Réseau,

Vu la décision du Président du conseil d'administration de SNCF Réseau en date du 22 juillet 2015 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement,

Vu l'avis du Conseil Régional de Provence - Alpes - Côte d'Azur en date du 14/08/2019,

Vu l'autorisation de l'Etat en date du 24 mars 2021,

Considérant que le bien n'est plus affecté aux missions de SNCF Réseau,

**DECIDE :**

## **ARTICLE 1**

### **Terrain :**

Le terrain Terrain plain-pied sis à PORT-DE-BOUC 13077 tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision sous teinte jaune, est déclassé du domaine public ferroviaire.

<b>Code INSEE Commune</b>	<b>Lieu-dit</b>	<b>Références cadastrales</b>		<b>Surface (m<sup>2</sup>)</b>
		<b>Section</b>	<b>Numéro</b>	
PORT-DE-BOUC 13077		<b>AD</b>	<b>0012c</b>	<b>18 258</b>
			<b>TOTAL</b>	<b>18 258</b>

## **ARTICLE 2**

Copie de la présente décision sera communiquée au Préfet de Département des Bouches-du-Rhône et au Ministre chargé des Transports.

La présente décision de déclassement sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département des Bouches-du-Rhône.

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel de SNCF Réseau,

**Fait à Marseille,  
Le 31 mars 2021**

**Karim TOUATI  
Directeur Territorial Provence-  
Alpes-Côte d'Azur**